

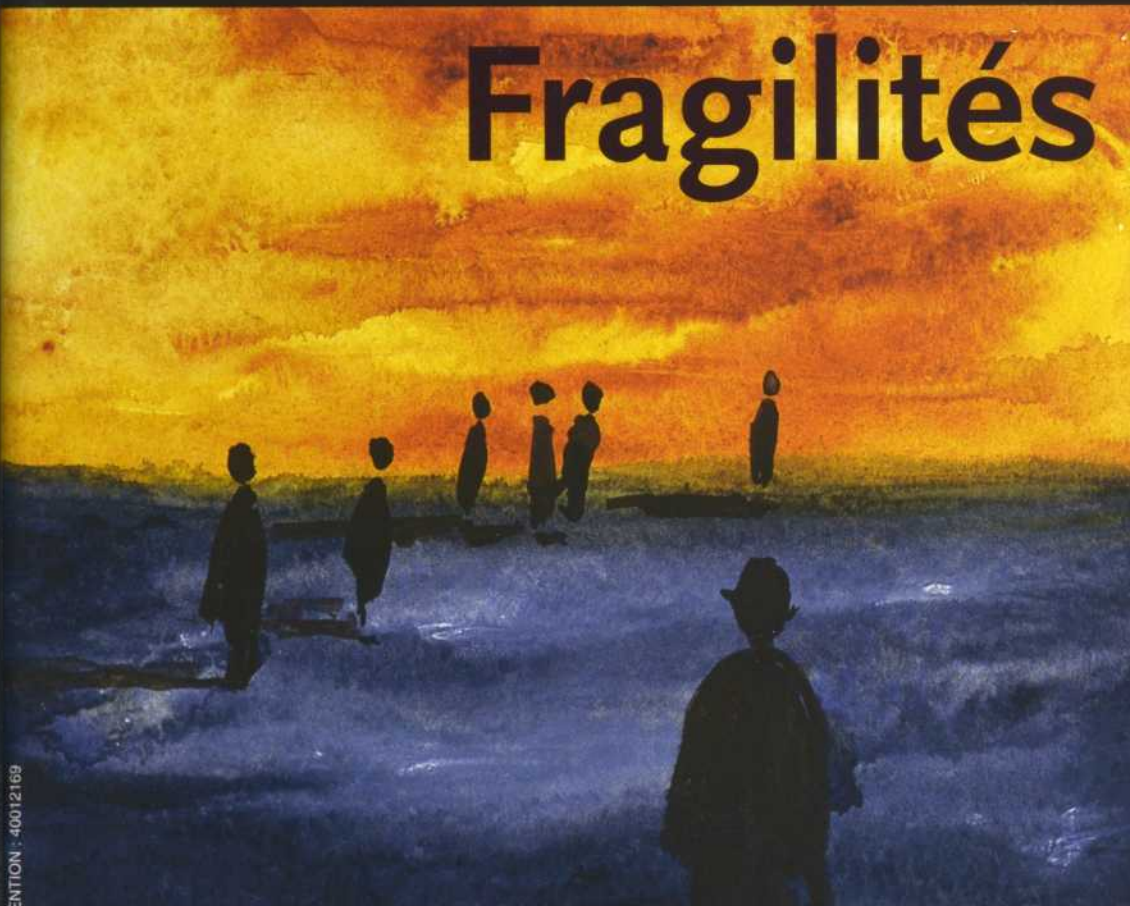
Richesse et croissance en question
Entrevue avec Jean-Marie Harribey

ReLatiONS

société politique religion

NUMÉRO 726
août 2008

Fragilités



Chemin
de solidarité
Effeuillements
Une épreuve
révélatrice
Vivre au bord
du gouffre
Mystères de l'être

Manifeste
Résister ou disparaître

4,95 \$



ARTISTE INVITÉ :
JEAN-PIERRE PERREAULT (1947-2002)

ReLations

NUMÉRO 726, JUILLET-août 2008

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
S'ouvrir à l'autre	9
Rock Lapalme, s.j.	
AILLEURS	
Cuba face à son avenir	26
Dulce Maria Cruz Herrera	
CONTROVERSE	
Le financement privé	
des arts et de la culture	
Claude Vaillancourt	28
Simon Brault	29
REGARD	
Manifeste – Résister ou disparaître	30
Richesse et croissance en question	32
Entrevue avec Jean-Marie Harribey	
PROMENADES	
Anniversaire	36
Ying Chen	
BLOC-NOTES	
Désolé, plus d'essence	38
Louise Dionne	
MULTIMÉDIAS	39
LIVRES	40

Couverture : Jean-Pierre Perreault, *Sans titre*, vers 1996, encre et aquarelle, 17,5 x 23 cm

dossier

FRAGILITÉS

10

On aime peu parler de nos fragilités personnelles et l'on préfère souvent ignorer nos fragilités sociales. Notre monde, nos sociétés et nos vies sont pourtant marqués par de réelles vulnérabilités. Réalité inhérente à la finitude humaine, la fragilité peut aussi être causée par l'injustice et par des forces de domination qui fragilisent un nombre croissant d'individus dans nos cités et des peuples entiers de la planète. Ce dossier veut réfléchir à ces enjeux et proposer des pistes pour une éthique de la fragilité.

Chemin de solidarité

12

Fred Poché

Fragile démocratie

14

Jean-Claude Ravet

Effeuillements

16

Hélène Dorion

Fragiles relations...

18

Marco Veilleux

Une épreuve révélatrice

19

Robert Jasmin

Vivre au bord du gouffre

21

Nicole Laurin

Mystères de l'être

23

Sylvie Germain

ARTISTE INVITÉ

Jean-Pierre Perreault (1947-2002) est connu comme l'un des chorégraphes québécois les plus importants. Il créait des œuvres monumentales, comme *Joe* où 32 danseurs martelaient le sol dans une puissante métaphore sur la condition humaine. Déposant le danseur de ses attributs habituels (virtuosité, esthétisme, etc.), il a donné à sa danse un surplus d'humanité et de fragilité – entre le social et l'intime. C'est à travers une pratique diversifiée du dessin et de la peinture qu'il concevait son univers. Ses dessins ont fait l'objet d'expositions solo à Stockholm, Édimbourg, Glasgow, Anvers, Québec et Montréal, entre autres. Douze de ses décors de scène peints sont exposés en permanence au Théâtre Maisonneuve de la Place des Arts. De plus, Bibliothèque et Archives Nationales du Québec (BANQ) rendra sous peu ses archives accessibles au public. Nous remercions la Fondation Jean-Pierre Perreault et Les Heures bleues qui nous ont permis de publier des œuvres tirées du livre *Jean-Pierre Perreault, Regard pluriel* (2001), ainsi que les photographes Michael Slobodian et Lesley Leslie-Spinks.

Revue fondée en 1941

Relations est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : 514-387-2541
téléc. : 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Marco Veilleux

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Catherine Caron

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Goldstyn, Lino, Zohar

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Jean-Marc Biron,
Louise Dionne, Céline Dubé,
Guy Dufresne, Jean-François Filion,
Marc-André Gagnon, Mouloud Idir,
Nicole Laurin, Guy Paiement,
Sylvie Paquerot, Rolande Pinard

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreault,
Marc Chabot, Ying Chen,
Jean-Marc Éla, Osire Glacier,
Vivian Labrie, Jean-Paul Rouleau

IMPRESSION
Impart Litho, Victoriaville

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

ABONNEMENTS
Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 35 \$ (t.i.)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 45 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Canada

Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Le scandale de la faim

JEAN-CLAUDE RAVET

Les investisseurs en capital de risque, après avoir essuyé de lourdes pertes dans la crise immobilière, se sont emparés des céréales comme matière spéculative pour mousser leur profit. Ces denrées de première nécessité sont ainsi devenues un secteur d'investissement particulièrement lucratif, encensé par les conseillers financiers et les banques : « Tirez avantage de la hausse du prix des céréales », clament-ils à qui veut l'entendre. Ainsi, depuis 2006, le prix moyen du blé, du riz, du maïs, entre autres, a plus que doublé. L'attrait pour les biocarburants, un autre facteur important de la crise alimentaire actuelle, est du même ordre : une source alléchante de profit pour les investisseurs. Alors que 900 millions de personnes souffrent de la faim et que ce nombre va en s'accroissant, il est juste de qualifier la fabrication

frein à cette logique financière criminelle qui vole le pain des pauvres.

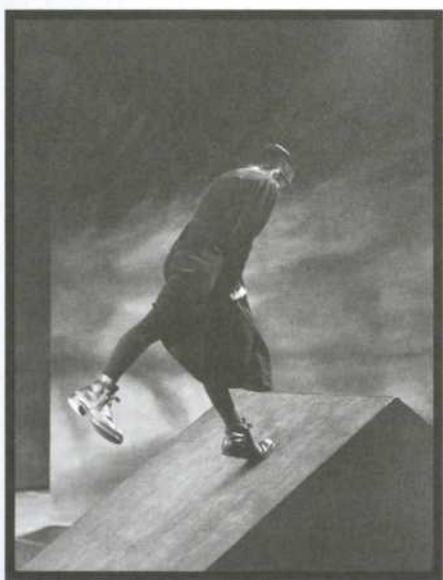
Pendant ce temps, libéraux et conservateurs ont fait alliance au parlement canadien pour faire passer la loi qui imposera un contenu de 5 % de bioéthanol dans l'essence à compter de 2010. Sous prétexte de mesure écologique, ils contribuent à aggraver la crise alimentaire et la spéculation. On constate la même inertie navrante à l'échelle internationale. Le Sommet international sur la sécurité alimentaire de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), tenu à Rome du 3 au 5 juin, qui regroupait des milliers de délégués et d'observateurs de l'ensemble des nations, s'est terminé par des demi-mesures et des vœux pieux. Étudier davantage les conséquences de la production de biocarburants sur la crise alimentaire... Diminuer de moitié le nombre de personnes souffrant de faim dans le monde en 2015. Il y a plus de 10 ans, un pareil sommet de la FAO avait décrété le même objectif. Non seulement cet objectif n'a-t-il pas été atteint, mais le nombre de personnes qui souffrent de faim dans le monde n'a cessé d'augmenter. C'est que les bonnes intentions ne peuvent enrayer l'engrenage financier qui ne cesse de broyer des vies dans la production de profits et l'enrichissement obscène d'une élite. La déclaration finale du sommet de la FAO a même eu l'indécence de présenter comme solution à la crise alimentaire l'accélération de la libéralisation du commerce, alors que celle-ci livre pieds et mains liés les petits producteurs comme les nations en développement aux multinationales de l'agrobusiness. On croit rêver!

Des mesures structurelles qui mettent un frein à la voracité sans fond des spéculateurs doivent être mises en œuvre (voir par exemple la campagne d'ATTAC « Spéculation et

crise : ça suffit! » – www.stop-finance.org). Mais à voir la mollesse des décisions politiques qui se prennent au niveau national et international, elles semblent si loin à l'horizon qu'il y a de quoi désespérer. Cette désespérance à l'égard des instances politiques actuelles ne doit cependant pas nous paralyser. Elle doit au contraire nous inciter à agir, à entrer dans le mouvement de résistance, à prendre nos responsabilités, à investir le domaine politique et à assumer notre rôle de citoyens. Les chrétiens appellent cela : « espérer contre toute espérance ».

Les milliers de catholiques qui se sont rassemblés à la mi-juin, au Congrès eucharistique international de Québec où l'on a fait la promotion de l'eucharistie, devraient en être convaincus... Ce sacrement ne fait-il pas mémoire de l'engagement de Jésus contre les structures de pouvoirs déshumanisants de son temps? N'est-il pas le repas qui creuse la faim et la soif de justice? Le rappel subversif que Dieu – celui que les maîtres du monde aiment tant servir en grande pompe – a fait sa demeure parmi les affamés, les exploités, les spoliés de la terre (Matthieu 25)? Qu'il est un parmi eux, ni plus ni moins? Et vouloir le servir, c'est dès lors suivre un chemin semblable à celui que Jésus a pris : rompre les chaînes de la servitude, libérer les opprimés, lutter contre l'accaparement du pain et de la terre par quelques-uns, et ne pas avoir peur du prix à payer pour un tel engagement. Il est source de vie et condition de la liberté.

Ne pas prendre ce risque, et se replier dans la sécurité de celui qui ne veut pas savoir, ce serait accepter d'être collaborateur d'une guerre larvée contre les dépossédés, contre l'humanité : « un embusqué qui à l'arrière vit du sang d'autrui », disait sévèrement le philosophe Patocka. ●



Flykt, 1991. Photo: Lesley Leslie-Spinks.

d'essence à partir des céréales, comme Jean Ziegler le fait, de véritable crime contre l'humanité.

Les émeutes de la faim dans une quinzaine de pays ont sonné l'alarme. Il y a urgence d'agir en mettant un



Menaces sur la Poste

La lutte des citoyens de Pointe-Saint-Charles a ramené sur la place publique les enjeux de la privatisation rampante de Postes Canada.

ANDRÉ FRAPPIER

L'auteur, membre du bureau de direction du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain, a été président de la section locale de Montréal (1996-2002) et directeur national (2002-2005) du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

Durant plusieurs semaines, la table de concertation communautaire Action-Gardien et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) ont multiplié les pressions afin de maintenir le bureau de poste de Pointe-Saint-Charles ouvert. Ils ont défendu le droit de la population du quartier d'avoir accès au service postal public à proximité de leur domicile. Même si elles n'ont pas permis jusqu'à maintenant d'empêcher la fermeture, ces actions ont rendu publiques les intentions de

Postes Canada et ont obligé celle-ci à réagir.

Cette situation est préoccupante parce qu'elle a pour conséquence de réduire la place du service public au profit du secteur privé et des franchises. Postes Canada, qui a réalisé des profits au cours des 11 dernières années (54 millions de dollars en 2007), a pourtant le mandat d'assurer le service à la population et non d'assurer des bénéfices aux compagnies privées. Comment expliquer son attitude? Par la logique néolibérale axée sur le profit, la concurrence et la rentabilité, et par le changement de culture opéré à l'in-

terne qui conduit la société d'État à pervertir elle-même son mandat et à préparer le terrain à la privatisation. Le comité Action-Gardien a d'ailleurs bien relevé que la pdg de Postes Canada, Moya Greene, est spécialiste en ce domaine, ayant, entre autres, piloté la privatisation du Canadien National (CN) et la déréglementation du secteur de l'aviation au Canada.

De fait, le gouvernement fédéral fait face à un important lobby du secteur privé depuis plusieurs années afin de déréglementer, voire de privatiser le service postal. Si tel devait être le cas, ces compagnies s'accapameraient les secteurs les plus rentables, comme le corridor Québec-Windsor, pour ne laisser à la société d'État que la distribution dans les régions plus difficiles d'accès ou moins rentables. Il en résulterait une baisse importante de revenus qui aurait pour conséquence une augmentation des tarifs et la fin du service postal universel bénéficiant à l'ensemble de la population, à coût uniforme et abordable, peu importe la région. Cela entraînerait également d'importantes coupures d'emplois. C'est d'ailleurs la situation dans les pays où le service postal a été déréglementé, notamment la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Finlande, l'Argentine, la Colombie, l'Estonie, le Pérou, la Russie et le Royaume-Uni.

À titre d'exemple: le repostage pratiqué par des entreprises internationales au Canada qui ramassent illégalement la poste-lettres destinée à l'étranger, puis l'expédient dans d'autres pays où celle-ci est traitée et postée à un tarif inférieur à celui en vigueur au Canada. Ces entreprises font pression depuis deux ans pour que des changements soient apportés à la Loi sur la Société canadienne des postes. Leur but: mettre un terme au





privilège exclusif qu'a Postes Canada pour ramasser, transmettre et livrer la poste-lettres au Canada. La société d'État estime que cette pratique la prive de recettes annuelles se chiffrant entre 60 et 80 millions de dollars.

Ces grandes compagnies internationales sont derrière le projet de loi C-14, déposé le 29 octobre 2007, qui donnera lieu, s'il est approuvé, à une déréglementation partielle de Postes Canada, lui retirant son privilège exclusif sur la livraison de la poste-lettres à l'international. C'est là un cheval de Troie pour un service public par ailleurs performant, comme l'indiquait l'émission *La Facture* de Radio-Canada récemment: le United States Postal Service et Postes Canada offrent un service Canada-États-Unis trois fois plus rapide et moitié moins cher que celui offert par des compagnies privées telles que FedEx et United Parcel Service (UPS). Selon le reportage, afin d'accroître leurs revenus, ces compagnies ajoutent des frais importants et inexistantes à Postes Canada pour le courtage en douane.

La tenue de l'examen stratégique de Postes Canada, annoncé récemment par le ministre fédéral responsable de Postes Canada, Lawrence Cannon, serait l'occasion pour la population de se mobiliser autour de ces enjeux. Or, aucune audience publique n'est prévue, seulement un appel de mémoires (voir: <www.cpcstrategicreviewexamenstrategiquespc.gc.ca/index-fra.html>). Cela n'empêche pas le ministre Cannon d'affirmer que «l'examen sera mené en tenant compte des besoins de tous les Canadiens» et qu'il veillera à ce que «cette institution publique possède les moyens nécessaires pour remplir son mandat». Le comité consultatif examinera les objectifs d'intérêt public de Postes Canada, sa capacité de demeurer financièrement autonome et confirmera ou non la pertinence du cadre financier et stratégique pluriannuel de 1998. Il présentera ses

conclusions en décembre 2008. Souhaitons que tout cela ne passe pas comme une lettre à la poste! Il en va de l'équité et du droit de la population à un service égal et universel à travers le pays et de l'avenir de milliers d'emplois.

Consultez le site de la campagne contre les fermetures, la privatisation et la déréglementation à Postes Canada: <www.servicepostalpublic.ca>. ●

Spirale de la crise financière

L'importance de cette dérive et ses conséquences sur les gens ordinaires, particulièrement les plus démunis, restent mal comprises.

MARC-ANDRÉ GAGNON

L'actuelle débâcle financière, c'est d'abord la crise dans le secteur sous-prime (*subprime*), soit les prêts à risque accordés aux ménages américains les plus fragiles financièrement pour leur permettre d'accéder à la propriété. Ces ménages ayant longtemps conservé un accès facile au crédit moyennant une prime sur le taux d'intérêt, cela a contribué à créer une «fausse classe moyenne», surendettée et vivant de sa capacité à hypothéquer l'accroissement de la valeur de sa maison pour payer ses fins de mois.

Cette capacité de surendettement des Américains était rendue possible par les nouveaux instruments financiers appelés produits dérivés. En gros, les banques amalgamaient ensemble des séries de créances personnelles selon leur cote de risque et les revendaient sur les marchés financiers comme des titres ordinaires. C'est ce qu'on appelle la titrisation. L'objectif: face au risque du défaut de paiement de la personne insolvable, disperser les

risques dans l'ensemble des marchés, avec profits à la clé.

Le simple essoufflement de la bulle immobilière aux États-Unis a conduit à l'effondrement de ces arrangements financiers aussi fragiles que téméraires, visant à endetter toujours davantage ceux qui n'en avaient pas les moyens. Alors que l'accès au crédit devient maintenant très difficile pour les plus pauvres, les saisies de maisons augmentent de manière exponentielle puisque plusieurs ménages se retrouvent avec des hypothèques plus élevées que la valeur de leur maison. Paul Krugman, chroniqueur au *New York Times*, estime à 7000 milliards de dollars la perte de valeur dans l'immobilier américain d'ici la fin de l'année. Le FMI estime le coût de cette crise liée aux créances titrisées à près de 1000 milliards. Si certains prétendent que la crise sera semblable à la Grande Dépression de 1929, elle sera à tout le moins plus importante en valeur que les crises de 1990 (bulle immobilière) et de 2001 (bulle technologique) combinées.

L'auteur est chargé de cours en économie à l'UQAM et à l'Université de Montréal



Mais la crise ne s'arrête pas là. Les possesseurs de ces titres, normalement des banques, peuvent aussi être acculés à la faillite. Car qui possède quoi? Personne ne le sait. Les banques, qui doivent constamment transiger entre elles et se faire crédit sur les marchés interbancaires deviennent méfiantes et préfèrent restreindre leur crédit, di-

LA FINANCE GLOBALE EN QUELQUES CHIFFRES

En téradollars (10¹²) en 2005. Un téradollar = 1000 milliards.

Marchés financiers (actions et obligations)	51
Marché des changes	566
Produits dérivés	1406
Transactions interbancaires	2069
PIB mondial	44,8
Commerce mondial	12,6

Source: François Morin, actualisation de son ouvrage *Le Mur de l'argent*

minuant d'autant les liquidités nécessaires en pareilles circonstances. Or, sans ces liquidités, les institutions en difficulté font faillite, risquant d'entraîner avec elles les banques qui leur avaient déjà fait crédit. Les autorités monétaires, craignant un effondrement de l'ensemble d'un système déréglé à outrance, interviennent donc massivement en émettant des liquidités, en baissant le taux d'intérêt et en empêchant le naufrage des banques en difficulté. En Angleterre, le gouvernement britannique a nationalisé « provisoirement » la Northern Rock en dépensant des milliards en fonds publics. Aux États-Unis, la Réserve fédérale s'est engagée dans le sauvetage de la banque d'investissement Bear Stearns; et ce n'est que le début. Chaque intervention des autorités monétaires pour sauver une banque envoie un signal clair que les financiers peuvent prendre encore plus de risques puisqu'ils seront secourus en cas de problème.

Mais les conséquences de cette crise ne se retrouvent évidemment pas seulement dans les sphères abstraites de la finance dont les transactions interbancaires globales de 2 609 000

milliards de dollars, en 2005, équivalaient à 4618 % du PIB mondial. Le premier impact réel est la restriction massive du crédit pour les consommateurs et les producteurs. Les taux d'intérêt augmentent et les faillites se multiplient. La « fausse classe moyenne » redevient la laissée-pour-compte du néolibéralisme. La crise financière actuelle met ainsi cruellement en lumière l'importance des dynamiques inégalitaires mises en place depuis le début des années 1980. Ce n'est pas que la finance qui est en crise, c'est le modèle néolibéral fondé sur la croissance des inégalités qui devient injustifiable pour tous ceux qui paient le prix de cette crise.

L'autre impact réel se trouve dans les dérives de la spéculation. Si les banques sont devenues plus méfiantes et que les liquidités de prêts ont diminué, certains secteurs de l'économie continuent d'accumuler des profits re-

cords. Ne pouvant plus désormais recycler les profits dans les prêts sous-prime, et la crise de la dette ne permettant plus de multiplier les prêts aux pays en développement depuis les années 1980, ces rentes globales se retranchent pour l'instant dans l'achat de valeurs sûres comme l'or, le pétrole ou les céréales. Le déplacement massif de ces capitaux vers ces valeurs sûres a rapidement créé des bulles spéculatives encore plus profitables, attirant davantage de capitaux moribonds et faisant augmenter rapidement le prix des denrées de base et des ressources. Avec les émeutes de la faim qui se multiplient, les grands perdants de cette crise devenue globale seront finalement les centaines de millions de démunis n'ayant jamais détenu de compte en banque. Et vogue la finance... ●

30 mois en sanctuaire

Tout indique que le projet de loi C-50 sera adopté. Il accroîtra le pouvoir discrétionnaire de la ministre de l'Immigration. Une situation inquiétante comme en fait foi le cas d'Abdelkader Belaouni.

PHILIPPE ROBERT DE MASSY

Abdelkader (« Kader ») Belaouni est en sanctuaire à la paroisse Saint-Gabriel, à Pointe-Saint-Charles, quartier populaire de Montréal. Il y fut accueilli par le curé de la paroisse, le père James MacDonald, le 1^{er} janvier 2006, à la veille de l'émission d'un mandat d'expulsion du Canada

contre lui. Un arabe musulman, protégé par une paroisse catholique depuis plus de 900 jours, n'est-ce pas là un bel exemple de solidarité interreligieuse?

Né en Algérie, Kader Belaouni, 41 ans, a fui son pays en 1996, il y a 12 ans, pendant la guerre civile. Il avait été victime de tentatives d'extorsion par des groupes armés qui voulaient le forcer à

L'auteur, avocat, est membre militant de la Ligue des droits et libertés

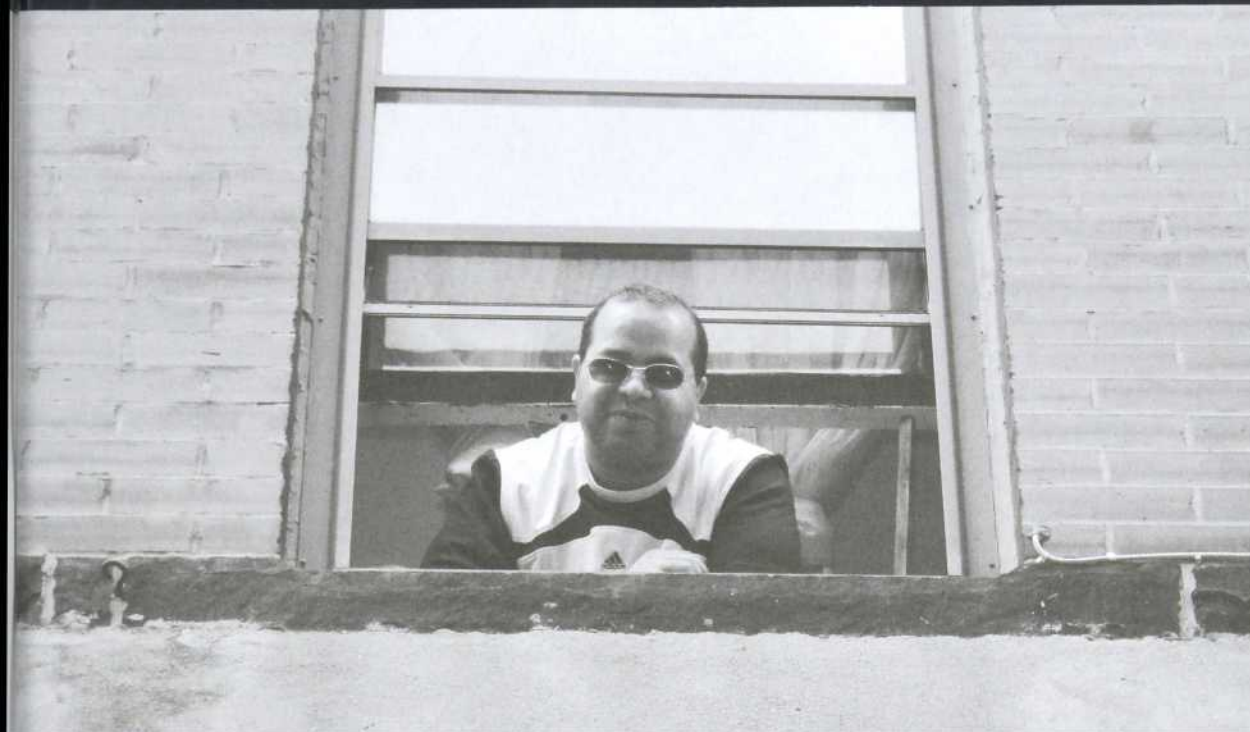


Photo: Tatiana Gomez

financer leurs activités. Complètement aveugle depuis le début de la vingtaine, inquiet de la montée de l'extrémisme religieux et de ses excès, se sentant incapable de se défendre, il a pris peur et s'est réfugié à New York, aux États-Unis. Il tenta un retour en Algérie en février 2000: s'y sentant toujours menacé, il revint à New York un mois plus tard et tenta sans succès de régulariser son statut.

Les événements du 11 septembre 2001 ont rendu sa situation et celle de toutes les personnes d'origine arabomusulmane encore plus précaires. Tout laissait penser qu'il serait rapidement expulsé et retourné en Algérie. Il décida en mars 2003 de se présenter à la frontière du Canada et d'y faire une demande de statut de réfugié, qui lui fut refusée le 21 janvier 2004.

Le droit d'appel que prévoyait la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* n'ayant jamais été mis en vigueur, le refus de sa demande ne pouvait faire l'objet d'un appel. Belaoui présenta alors au ministre de l'Immigration une demande d'octroi de résidence permanente fondée sur des motifs d'ordre humanitaire. Le ministre refusa sa première demande, en décembre 2005, en lui reprochant de ne pas avoir travaillé et de n'avoir pas de famille au Canada. Sa deuxième demande, appuyée par plusieurs groupes qui dénonçaient le caractère discriminatoire de la première décision, fut également refusée: on conclut alors, sans aucune considération humanitaire, que Belaoui ne subirait aucune

torture ou violence s'il retournait en Algérie. On n'a pas tenu compte du fait que Belaoui n'avait pas vécu en Algérie depuis plus de dix ans, qu'il serait sûrement refoulé vers les États-Unis où il serait incarcéré en attendant une deuxième expulsion, qu'il était parfaitement intégré à la communauté de Pointe-Saint-Charles, que cinq parains solvables étaient prêts à en assumer la charge, qu'il avait l'appui de nombreux groupes (71) et de certaines d'individus et, enfin, que sa célérité lui rendait impossible un pareil déracinement.

À aucun moment le gouvernement n'a menacé de violer le sanctuaire. En fait, on pourrait avoir l'impression que, du côté ministériel, on est persuadé qu'on aura Belaoui à l'usure. Il est certain que le temps qui passe accroît la pression psychologique sur l'individu et sur l'ensemble des personnes qui le soutiennent.

On entend dire également que le gouvernement actuel refuse de donner raison aux personnes qui ont recours au sanctuaire par crainte que le nombre de ces cas se multiplie. D'abord, au cours des 18 derniers mois, on a vu trois cas de sanctuaire se dénouer par l'octroi d'un permis de résidence permanente. De plus, incluant celui de Belaoui, il n'y aurait encore présentement que quatre à six cas de sanctuaire au Canada.

Ce n'est qu'avec circonspection et prudence que les Églises se risquent à entreprendre pareille aventure. Le directeur de l'Office de la pastorale so-

cial de l'Archevêché de Montréal, Brian McDonough, explique que l'Église catholique est particulièrement soucieuse de ne pas risquer d'être perçue comme une instance d'appel en matière d'immigration. Dans les directives informelles qu'il transmet aux paroisses qui le consultent, la première exigence pour envisager d'accorder le sanctuaire est que le cas doit présenter une injustice flagrante. Il doit également faire l'objet d'un appui important de la communauté et de la congrégation. Le demandeur de sanctuaire doit aussi avoir épuisé tous ses recours.

Les demandes de résidence fondées sur des considérations d'ordre humanitaire semblent traitées par le ministère de l'Immigration de manière tout à fait arbitraire et selon des critères impossibles à identifier. Pas de droit d'appel en matière humanitaire. Seule la discrétion du ministre s'applique, empêchant le contrôle de la légalité des décisions du ministère de l'Immigration par les tribunaux. L'adoption du projet de loi C-50 du gouvernement Harper est préoccupant parce qu'il signifie l'accroissement de ce pouvoir discrétionnaire.

La ministre Diane Finley doit accepter de reconsidérer la situation de Kader Belaoui, en s'attardant vraiment cette fois aux considérations humanitaires évidentes qui militent en faveur de l'octroi de la résidence permanente.

Pour suivre la situation de Kader Belaoui, on peut consulter <www.soutienpourkader.net>. ●



Entre la guerre des riches et la guérilla des pauvres

La Colombie est au centre d'une lutte sans merci dont l'issue pourrait définir l'avenir de l'Amérique latine.

JOONEED KHAN

L'auteur, journaliste, est chroniqueur de politique internationale à *La Presse*

Avec une croissance économique de 7,52 % en 2007, un taux d'alphabétisation dépassant 90 %, l'inflation à 6 % et le chômage à 12 %, ce pays de 45 millions d'habitants semble tout avoir pour rassurer les investisseurs – incluant d'immenses ressources naturelles et une diversité de climats sur 1,1 million de km² entre les Antilles, l'Amazonie et le Pacifique.

Mais ce « paradis » a son côté sombre : la guerre civile entre la guérilla des Forces armées révolutionnaires (FARC marxistes) et de l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste) face aux forces armées colombiennes et à leurs supplétifs paramilitaires. Commencée en 1964, après une brève accalmie à la suite de la décennie de « *la violencia* » déclenchée en 1948 par l'assassinat du candidat à la présidence Jorge Eliecer Gaitán (200 000 morts), cette guerre a fait depuis 50 000 morts.

« La Colombie est coincée entre la guerre antiterroriste des riches et la guérilla des pauvres », dit Libardo Valderrama, jésuite et médecin, qui œuvre au Programme de développement et paix dans le Magdalena Medio (PDPMM), une région de 30 000 km² et de 850 000 habitants dans le nord-ouest du pays. En avril dernier, avec

plusieurs de ses collègues, il a lui-même reçu des menaces de mort du groupe paramilitaire les « Aigles noirs ». La Conférence des évêques colombiens, les Jésuites canadiens et Développement et Paix, partenaires de ce projet, ont demandé aux autorités colombiennes et canadiennes d'intervenir afin de les protéger.

Libardo Valderrama explique aussi que la guérilla est née comme force d'autodéfense paysanne et indigène contre l'armée que l'État, aux mains de l'oligarchie, utilisait pour s'emparer des terres. Les paramilitaires, groupés au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ont alors été lancés par les oligarques pour que l'armée ne s'expose pas trop, ajoute-t-il. Massacres, assassinats et enlèvements ponctuent la vie quotidienne en Colombie. Amnistie internationale et Human Rights Watch ne cessent de reprendre le même constat : le pays est enlisé dans son vieux conflit, et les violations massives de droits sont imputables à l'armée, à la guérilla et aux paramilitaires.

Deux développements ont remis la Colombie sous les feux de l'actualité : la décision des FARC d'accepter la médiation du Venezuela pour la libération des otages en échange de ses membres détenus par l'État, et l'implication du président Alvaro Uribe, de son cousin Mario et d'une soixantaine de dirigeants dans le narcotrafic et les massacres perpétrés par les Escadrons de la mort des AUC.

Les FARC veulent un dialogue avec Bogotá, ce que soutient Chávez. Uribe refuse. Il a envoyé l'armée en territoire équatorien, où elle a tué Raul Reyes, un dirigeant-clé des FARC, et dit avoir découvert sur son portable la preuve de liens entre l'Équateur, le Venezuela et les FARC « terroristes ».

Plus près de nous, Jairo Castillo Peralta, alias Pitirri, un ex-membre des AUC réfugié au Québec comme « témoin protégé » de la justice colombienne, a révélé être la cible de menaces de mort s'il témoigne contre les paramilitaires. Et Bogotá a extradé aux États-Unis 14 chefs paramilitaires qu'il détenait, ce qui fait craindre aux proches des victimes qu'ils n'aient pas justice car ces personnes ne seront plus là pour témoigner.

Au-delà de ce bras de fer, le jésuite colombien Libardo Valderrama estime que les Colombiens sont las des violences et veulent la paix. Il renvoie dos à dos les deux camps : « l'État consacre le droit du plus riche et du plus fort, et la guérilla a perdu le sens de sa lutte et n'a pas de projet de société », dit-il.

Dans ce contexte, le Pôle démocratique alternatif, une fusion de divers partis datant de 2003, fait figure de 3^e voie. Son leader, Gustavo Petro, est le plus farouche pourfendeur de la « parapolitique » au Congrès. Trois de ses militants ont déjà été assassinés. Ce parti s'est classé deuxième de la présidentielle de 2006 avec 22,04 % des voix. Il talonne Uribe, qui a obtenu 62,2 % des suffrages mais provenant de seulement 28 % des inscrits, car près de 55 % de l'électorat s'est abstenu de voter. ●



S'ouvrir à l'autre

ROCK LAPALME, S.J.

D'aussi loin que je me souviens, j'ai toujours éprouvé beaucoup d'intérêt pour les autres cultures. C'est ce qui m'a poussé à m'engager, pendant mon noviciat, au Centre social d'aide aux immigrants (CSAI) de Montréal. Cette expérience m'a permis de saisir concrètement les difficultés que doivent surmonter les nouveaux arrivants. Celles-ci sont encore plus vives pour ceux qui doivent apprendre une nouvelle langue et qui demeurent profondément attachés à un pays et à des relations dont ils ont dû s'arracher parce que leur sécurité était menacée.

Par la suite, j'ai moi-même vécu l'expérience d'être un étranger à l'occasion de séjours plus ou moins longs dans différents pays, dont le Liban (2003-2005). Bien que j'ai toujours été assez bien traité dans ces pays, je n'en ai pas moins éprouvé le malaise du dépaysement et l'ascèse que nécessite l'adaptation à une nouvelle culture. J'ai pu mieux y saisir comment une telle adaptation peut être un défi difficile pour certaines personnes. Cela peut dépendre de la personnalité de l'immigrant, de circonstances qui tiennent du hasard mais, aussi, du contexte social. Au Liban, par exemple, j'ai été maintes fois mis au fait des conditions de vie révoltantes de bon nombre de travailleurs étrangers, provenant notamment des Philippines, du Sri Lanka et du

Soudan. Ceux-ci ne bénéficient d'aucune protection sociale et leur sort dépend totalement de la « bonne volonté » de leurs employeurs. Nous ne sommes pas très loin de l'esclavage!

D'un point de vue plus général, mon séjour au Liban m'a donné un bon aperçu d'une société et d'une vie politique profondément complexes où la méfiance tenace subsiste, plusieurs années après la fin de la guerre civile, entre les communautés constituant cette nation. Revenu au Québec, c'est avec tristesse et inquiétude pour mes

Chaque être humain et, plus largement, chaque culture et même chaque religion, apporte une contribution unique à notre monde.

amis vivant au Liban que j'ai vu les images du conflit de l'été 2006 entre le Hezbollah et Israël, avec son lot de destruction et de victimes.

Il y a un thème sous-jacent aux situations que je viens de décrire : notre façon de vivre en relation avec ceux qui sont différents de nous, « les autres ». La perception de cette altérité peut pencher de deux côtés : phénomène dérangeant (du simple désagrément au sentiment d'être menacé) ou occasion d'enrichir réciproquement notre héritage humain. En tant que chrétien, je crois que Dieu a voulu créer un univers où abonde la diversité, de sorte que chacun puisse découvrir auprès des autres ce qui lui manque.

Cette croyance laisse entendre que nous avons tous besoin les uns des autres. Chaque être humain et, plus largement, chaque culture et même chaque religion, apporte une contribution unique à notre monde. Dans sa

mise en pratique, cette croyance requiert une attitude humble, qui ne s'empresse pas d'énoncer des jugements.

En revanche, adopter une attitude d'exclusion envers celui qui est différent (le pauvre ou l'immigrant ou « l'autre » quel qu'il soit) rend aveugle à la richesse dont il est porteur. Cela nous rend « partiels » et « partiels » – c'est-à-dire à la fois sujets à l'arbitraire et incomplets (le mot anglais *partial* regroupe ces deux idées). Le « péché de partialité » consiste donc à prétendre que nous ne pouvons être solidaires qu'avec ceux qui nous ressemblent et à refuser de nous ouvrir aux « autres » – à moins que ceux-ci ne consentent à se laisser assimiler. On trouve là, je crois, la racine d'un bon nombre de situations d'injustice, d'oppression, d'exploitation et de conflits armés.

Pour ma part, dans la mesure de mes moyens, j'essaie de vaincre cette partialité. C'est ainsi que, depuis janvier dernier, je rencontre chaque semaine des immigrants latino-américains vivant à Québec pour les aider à mieux maîtriser le français. C'est, en quelque sorte, un retour au type d'engagement dont j'avais fait l'expérience au CSAI. Ce qui me frappe dans ces rencontres, c'est le désir de ces personnes d'apporter une contribution active à leur société d'accueil. Je peux constater que, non seulement elles ont la volonté, mais aussi le potentiel nécessaire pour une telle contribution. Un premier pas que nous pouvons faire pour que se déploie ce potentiel, c'est d'aller au-delà de nos peurs et de nos préjugés et de les écouter dans un esprit d'ouverture. ●

L'auteur, jésuite, est membre de l'équipe de formation et d'accompagnement du Centre de spiritualité Manrèse, à Québec

Fragilités

MARCO VEILLEUX

La fragilité est une chose que l'on constate, que l'on éprouve et dont on parle généralement peu. Qu'elle soit personnelle ou collective, on préfère souvent la cacher et l'ignorer. « Obscène », il faudrait la tenir à l'écart de nos interrogations existentielles et de nos débats sociaux.

Telle n'est pas l'optique de *Relations*. D'une certaine façon, la prise en compte de la fragilité dans ses multiples formes apparaît plutôt comme un fil d'Ariane parcourant la diversité des sujets qu'aborde la revue. Il serait possible de relire ses différents numéros pour y déceler, en filigrane, cette constante de sa ligne éditoriale. En fait, ce souci, cette reconnaissance et cet accueil « des fragilités » marquent le regard que *Relations* porte sur le monde, puisqu'ils sont au cœur de la tradition chrétienne et humaniste dans laquelle la revue s'enracine. Cela explique pourquoi ce thème fait aujourd'hui l'objet de notre dossier.

Manifestation de la finitude, des limites et du « mal » qui traversent l'univers et le vivant, la fragilité est incontournable. Elle pose un continuel défi à la liberté, à la justice et à l'égalité dans nos sociétés. Elle ébranle la rationalité, les idéologies, les institutions, les croyances et les valeurs. Elle met à l'épreuve nos solidarités, nos liens sociaux et nos relations affectives. Et, bien sûr, elle atteint directement les individus : maladie physique ou mentale, deuil et souffrance de toute nature, échec amoureux ou professionnel, dépression et dépendances, marginalisation sociale ou économique, violence, anomie et vide spirituel en sont quelques avatars.

Les fragilités du monde, de nos sociétés et de l'être humain sont criantes. Toute une culture de la puissance, du divertissement et de la consommation nous conduit toutefois à ne pas entendre ce cri ou, pire encore, à l'exploiter pour en tirer profit. Ceci a pour effet que les fragilités peuvent être ignorées, manipulées ou niées, alors même qu'elles s'imposent dans leur brutalité lorsque le monde, les institutions et les personnes craquent et s'effondrent. C'est exactement là que réside le drame : non pas tant que nous soyons tous fragiles et que la fragilité existe, mais plutôt que cette dernière soit refoulée ou instrumentalisée dans nos discours, nos organisations et nos pratiques...

Pourtant, nous percevons chaque jour davantage combien la complexité des phénomènes biologiques, psychoaffectifs, sociopolitiques, économiques et environnementaux auxquels nous devons faire face nous pousse dans nos derniers retranchements : là où la reconnaissance de nos fragilités est un préalable à toute recherche d'accompagnement, de discernement et de transformations véritables.

Ce dossier permet donc d'aborder les questions ultimes de l'existence et du vivre-ensemble. Y affleurent les enjeux de sens, les quêtes spirituelles et religieuses, de même que la radicalité du politique. Sur un plan personnel, en effet, la fragilité nous confronte à l'énigme de la finitude et de la mort. Sur un plan collectif, elle nous place devant l'énigme du lien social. C'est pourquoi, à travers les articles que vous lirez en ces pages, s'esquisse finalement un appel au développement d'une « éthique de la fragilité ». Celle-ci tiendrait compte de nos vulnérabilités personnelles et collectives, ce qui nous donnerait certainement un peu plus de modestie, d'intelligence et d'humanité.

Une telle éthique n'est toutefois possible que dans la mesure où nous reconnaissons que la fragilité n'est pas « accidentelle », mais bien plutôt « structurelle » – c'est-à-dire qu'elle est constitutive de tout système, qu'il s'agisse de notre corps, de l'organisation sociale, des institutions religieuses, politiques et démocratiques, des écosystèmes, etc. Ainsi, une éthique de la fragilité serait un garde-fou contre les dérives de nos fantasmes de toute-puissance, la démesure de nos désirs et notre funeste tendance à exploiter aveuglément la nature, le bien commun et le « prochain » – surtout lorsque ce dernier est pauvre, marginalisé et sans voix.

Si l'on juge une société à sa façon de traiter les plus faibles, cette éthique de la fragilité représente en fait une véritable éthique sociale. Elle est fondée sur cette « cette solidarité des ébranlés » dont parlait le philosophe Jan Patocka, une solidarité que *Relations* souhaite, sans cesse, remettre au centre de son analyse.



Les années de pèlerinage, 1996. Photo : Michael Slobodian

« Nous ne pouvons approcher la fragilité que sur la pointe des pieds. D'abord parce que la fragilité que nous rencontrons chez les autres est aussi celle qui est en nous. Ensuite parce que l'expérience de la fragilité peut être autant un moment de grâce qu'une confrontation insupportable à la souffrance et au mal. La fragilité nous renvoie ainsi au mystère de l'être humain. » BERNARD UGEUX

Chemin de solidarité

Transformer la fragilité ne signifie pas la supprimer, mais la réorienter dans le sens d'une solidarité plus forte et d'une meilleure articulation avec le désir de créer, de tisser des liens, de faire communauté et de nous humaniser.

FRED POCHÉ

L'auteur, professeur de philosophie à l'Université catholique de l'Ouest (France), a entre autres publié *Une politique de la fragilité - Éthique, dignité et luttes sociales* (Cerf, 2004)

La fragilité apparaît aujourd'hui comme le lot de chacun d'entre nous. D'où viennent ce sentiment et cette manière d'habiter l'existence? Quels sont les processus sociaux, idéologiques ou économiques qui contribuent à favoriser ce nouveau mode d'être au monde? Ce phénomène relève de diverses causes.

SOURCES D'UN SURCROÎT DE FRAGILITÉ

À l'heure de la mondialisation accélérée, chacun peut constater qu'un malaise grandissant se manifeste dans bon nombre de pays. Ce malaise prend la forme d'un morcellement des sociétés produisant ce que j'appelle un processus de dé-symbolisation. Rappelons, à ce propos, que le mot société vient du latin, *societas*, «association», et *socius*, «compagnon, associé, allié». Ce vocable signifie, à l'origine, «celui qui va avec»; il évoque également les relations entre des personnes qui ont ou mettent quelque chose en commun. On comprend alors que la dé-symbolisation, caractéristique de notre époque, contribue à fragiliser les individus et le champ social.

En effet, depuis plusieurs années, nous voyons périliter les médiations symboliques que permettaient naguère les grandes idéologies, le rapport à une transcendance ou les institutions stables (syndicats, partis politiques, Églises, etc.). Le néolibéralisme mondialisé impose son rythme (logique d'urgence) et une certaine conception de l'existence: individualisme, compétition exacerbée et engouement pour la consommation.

Selon le politologue, Jacques Généreux¹, l'obsession de la performance individuelle et la certitude d'être menacé par celle des autres transforment les citoyens en rivaux. Ils doivent s'affronter pour sauver leur place et passer devant l'autre afin de ne pas se retrouver derrière: à l'école, dans l'entreprise, dans la file d'attente des chômeurs, comme dans celle des centaines de clients qui convoitent le même téléviseur en solde. La compétition généralisée détruit la cohésion qui conforterait le pouvoir collectif des citoyens.

Elle transforme une majorité politique potentielle en une série d'individus isolés et désarmés.

Alors, chacun se retrouve seul et, donc, beaucoup plus vulnérable. D'où le nombre important de consultations médicales liées au stress ou au harcèlement, ces réalités étant vécues non plus comme des phénomènes sociaux partagés, mais comme une expérience individuelle ou un échec personnel. L'isolement mutile les capacités de la personne en la privant de la possibilité d'être cofondatrice d'un monde commun. Cette situation ne laisse subsister du monde que sa dimension privée. Elle est une impasse dans laquelle se retrouvent les individus lorsque se trouve détruite la sphère politique de leur vie, celle où habituellement ils agissent ensemble dans la poursuite d'un projet commun.

Ces dernières années, de nombreux spécialistes ont souligné un développement important de la dépression comme une maladie symptomatique de notre époque; d'aucuns ont même parlé de «sociétés dépressives». Cette pathologie désigne un état de mal-être à la fois psychique, physique et moral qui atteint de plus en plus durement les individus. Pour sa part, la psycho-sociologue Nicole Aubert² souligne que les termes «dépression», ou «stress», apparaissent comme des notions plus ou moins fourre-tout par lesquelles se traduit et s'explique le malaise croissant des individus. Ces derniers vivent dans un contexte de sollicitations incessantes et dans des bouleversements permanents de calendriers. Ils subissent une pression généralisée qui les conduit à un sentiment de perte de contrôle du temps qui leur échappe de toutes parts et, au bout du compte, de perte de contrôle de leur propre vie.

En outre, ce malaise s'inscrit dans un environnement socio-économique de plus en plus agressif et difficile. Il est aisé de souligner le lien entre l'augmentation des situations d'extrême fragilité et la crise économique. Prenons garde, toutefois, d'en rester aux

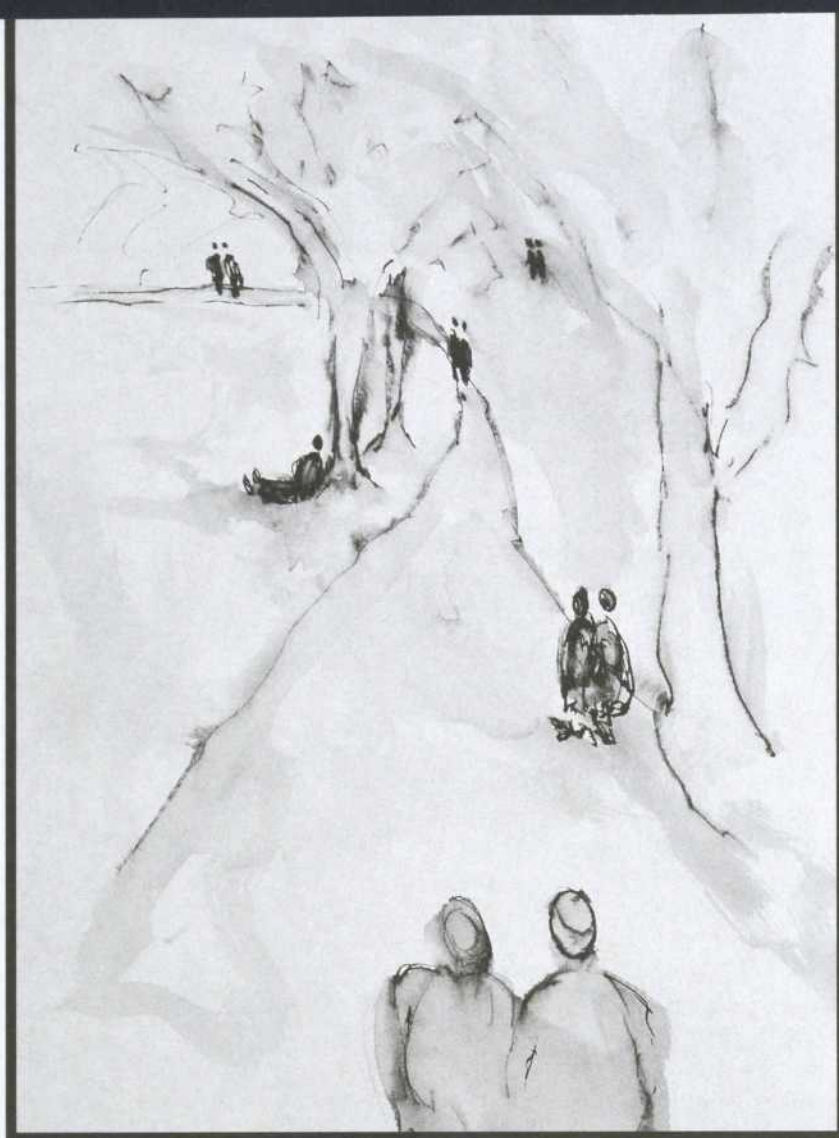
lectures mono-causales de la réalité. La dépression se situe au carrefour d'une multiplicité de problèmes sociaux et psychopathologiques comme le brouillage des repères, la crise des identités, l'extrême précarisation des situations humaines qui engendrent la violence, la toxicomanie, l'alcoolisme ou la solitude.

Au cœur des années 1980, certains observateurs de l'individualisme parlaient de l'«ère du vide» (G. Lipovetsky). Cette expression évoquait le sentiment de vacuité in-

Si l'individualisme actuel, ainsi que l'impératif d'urgence et de performance promu par le néolibéralisme mondialisé ont particulièrement contribué à fragiliser les citoyens à travers le monde, il convient plus que jamais de résister.

1. *La dissociété*, Paris, Seuil, 2006.

2. *Le culte de l'urgence - La société malade du temps*, Paris, Flammarion, 2003.



Jean-Pierre Perreault,
Projet, 1993, lavis d'encre,
35 x 26,5 cm. Carnet
Adieux

térieure vécu par les citoyens et leur incapacité à sentir les choses et les êtres. Il me semble qu'en ce début du XXI^e siècle, nous vivons tout à la fois un même vide existentiel et un trop-plein particulièrement angoissant : celui d'informations, de repères contradictoires, d'objets à consommer, de programmes télévisuels à choisir, de sollicitations diverses (tel Internet), etc. Ce mode de « remplissage » se révèle particulièrement anxiogène. Dans la même veine, les industries culturelles centrées sur le divertissement des masses tendent à faire des futurs citoyens une jeunesse grégaire et impulsive, c'est-à-dire pulsionnelle (Stiegler). Les jeunes se trouvent, tout à la fois, surinformés et dé-formés par la saturation cognitive et affective.

VOIES DE RÉSISTANCE

Si l'individualisme actuel, ainsi que l'impératif d'urgence et de performance promu par le néolibéralisme mondialisé ont particulièrement contribué à fragiliser les citoyens à travers le monde, il convient plus que jamais de résister. La résistance, au demeurant, ne relève pas nécessairement de la modalité du « contre » ; elle peut prendre, comme en électronique, la forme de ce qui produit de l'énergie et de la chaleur. Elle peut se penser comme une manière dynamique de transformer la fragilité, non dans le but de la supprimer, mais afin de la réorienter dans le sens du partage et de la solidarité. Il s'agit donc d'assumer notre fragile condition humaine en consentant activement à « faire corps »,

tout en combattant l'hyper-vulnérabilité produite par des logiques idéologico-économiques déshumanisantes.

Cette résistance requiert la valorisation d'un réel processus d'individuation. Comprenons ce vocable comme étant la capacité de l'individu à développer une pensée critique, créatrice et fondatrice de liens, capable de viser le « commun » tout en honorant la « singularité ». L'acquisition de cette capacité passe par diverses pratiques. À titre d'exemples, j'en évoque rapidement trois : la lecture, la communication et l'accès aux œuvres artistiques.

La lecture permet de mettre en mot sa fragilité. Dans un monde déstabilisant, elle aide à ne pas se laisser emporter, comme la feuille morte, par le vent de la démagogie. La lecture est le lieu d'appropriation des savoirs, des méthodes et des connaissances permettant de mettre à distance le réel social afin de l'analyser, de le comprendre et de le critiquer.

La communication authentique avec autrui permet de penser. Penserions-nous beaucoup si nous ne mettions pas nos réflexions en commun avec d'autres ? La liberté de penser est celle de pouvoir communiquer publiquement ses idées. Dans le champ social, comme partout où des individus se rencontrent et s'affrontent, la parole est requise. Sous la forme du partage authentique ou du conflit manifeste, elle se révèle génératrice de pensées.

Enfin, l'ouverture à l'art permet une meilleure connaissance de soi. Le cinéma, la littérature, la sculpture, la peinture, la musique, nous enseignent sur notre humanité. Les diverses œuvres des artistes contribuent à symboliser les joies et les souffrances, la puissance et la fragilité qui nous traversent. Par des chemins détournés, elles touchent en nous des blessures intimes, des sensations fortes ou du ressenti en attente de mise en forme et de compréhension.

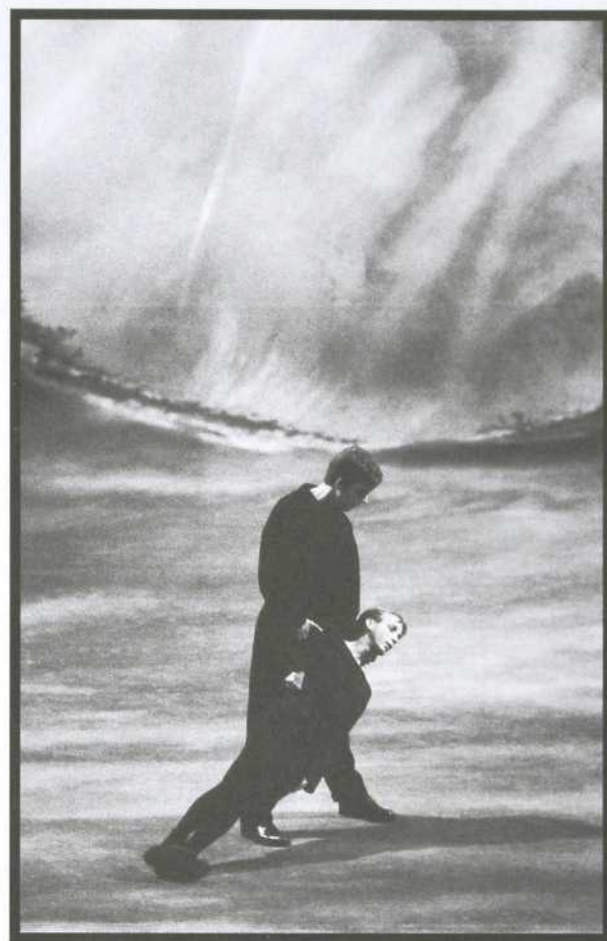
UNE ÉTHIQUE DU VIVRE-ENSEMBLE

Au demeurant, si l'hyper-fragilité contemporaine est à combattre, toute fragilité n'est pas une malédiction. En effet, le consentement à la vulnérabilité comme dimension

constitutive de la condition humaine peut devenir une éthique de la rencontre et du vivre-ensemble. Car lorsqu'on a mesuré et assumé ses propres fragilités, celles-ci deviennent un guide pour vivre autrement la relation à l'autre. C'est pourquoi, rencontrer autrui de manière authentique, c'est s'ouvrir à son visage et « en-visager » avec lui un avenir positif commun.

Il me semble donc nécessaire de repartir de la fragilité comme fondement du social (en s'opposant toutefois à toute forme d'instrumentalisation de la fragilité actuelle), car l'essentiel d'une existence humaine, personnelle et collective, relève de cette dimension. L'amour, la beauté, la démocratie, la nature, la paix, la vie, manifestent des domaines divers de la fragilité. Le défi consiste à organiser, à partir de cette dernière, la résistance sociopolitique.

L'écrivain américain Richard Wright fit, un jour, le récit d'une situation qui relève, à mon sens, d'une expérience de la fragilité transformée en force sociale et politique. La scène se passe au début du XX^e siècle – période profondément marquée par la terrible violence de la ségrégation raciale. Ce jour-là, dans les locaux d'un service d'assistance, Richard attend. Autour de lui, des femmes et des hommes noirs font de même, silencieusement. Chacun arrive avec sa triste expérience d'une vie labourée par la misère, le



Iles, 1991. Photo :
Michael Slobodian

Fragile démocratie

JEAN-CLAUDE RAVET

La démocratie a été, à l'origine, une étrange invention politique fondée sur une intuition faisant de la fragilité de la parole et de l'agir collectif et solidaire le fondement même du pouvoir – ce que les autres formes politiques cherchaient, à leur manière, à esquiver, à dépasser ou à corriger. Pour elles, le savoir s'opposait à la parole, et l'agir d'un seul, à la multitude comme la clarté au flou. Ainsi la pluralité humaine – les êtres parlants et agissants – était disposée en troupeau et neutralisée par le pouvoir d'un seul (tyrannie et monarchie) ou de quelques-uns (aristocratie et oligarchie). Les affaires humaines ne concernaient pas l'ensemble de la communauté, divisée entre les bien nés, les riches, les forts, ceux qui savent, et les basses conditions, les pauvres, les faibles, les ignares. Aux uns le commandement, aux autres l'obéissance.

La démocratie a bouleversé cette répartition des rôles et des fonctions et institué la pluralité humaine, le partage de la parole, les débats entre citoyens, qui étaient dépréciés, au centre de la cité. L'efficacité n'était plus l'idéal, ni la tech-

nique, le modèle. Ce qui était central, ce n'était pas l'exercice de la force, mais l'égalité et la responsabilité de tous – comme êtres de parole – dans l'édification de la cité et le fait que la communauté humaine plurielle, conflictuelle, participait à sa propre constitution. La démocratie inaugurerait ainsi une nouveauté inouïe dans l'ordre du pouvoir politique qui s'opposait jusque-là à la fragilité de la parole et de l'agir, lui préférant la puissance du « savoir » et de la technique dictant ses plans. Mais si elle continue de nourrir l'imaginaire politique, la démocratie reste encore une exception dans l'histoire – les régimes politiques qui portent aujourd'hui ce nom sont le plus souvent des oligarchies libérales.

La modernité capitaliste, en effet, est demeurée héritière de la conception politique cherchant à remédier à la fragilité de la parole partagée et de l'agir solidaire, plutôt qu'à l'accueillir. Elle l'a même affirmée en introduisant un élément nouveau : la méthode. La société moderne, c'est l'organisation méthodique des fonctions et des rôles de telle sorte que tout fonctionne efficacement, sans heurt. Au grand bonheur des possédants. Il s'agit encore de discipliner la pluralité humaine, brouillonne, chaotique et inefficace, et de neutraliser la participation active des citoyens à la vie politique, en lui substituant l'administration des choses et la gestion d'experts.

rejet, la précarité de l'existence et un sentiment d'extrême fragilité face à une société particulièrement injuste.

Or, dans cette attente interminable, une parole émerge progressivement. Des langues se délient et des échanges commencent à se vivre, faisant naître ainsi une certaine confiance réciproque. Jusque-là, chacun endurait sa situation comme une expérience individuelle, non partagée. La peur des autres favorisait le repli. Mais, cette fois, le temps d'attente imposé par les circonstances permet, peu à peu, le rassemblement de ces êtres marqués par l'oppression. Ceux-ci mesurent soudainement que quelque chose de commun les rassemble: une condition sociale ou, plus exactement, « raciale ».

Pour la première fois, ces personnes apprennent à connaître les sentiments de leurs semblables. Chacun identifie

l'autre comme un interlocuteur de choix qui le comprend. Tous se sentent alors, ensemble, membres d'une même communauté d'existence. Une partie de la peur et du sentiment de vulnérabilité disparaît.

L'écrivain américain souligne qu'en permettant à cette prise de conscience de

naître chez ces personnes, les dirigeants des services d'assistance ne mesuraient pas les répercussions sociales qu'elle engendrerait. « S'ils avaient compris ce qui se passait, ils n'auraient jamais autorisé des milliers de gens perplexes et vaincus à rester assis ensemble pendant de longues heures à parler, car de leurs paroles naissait une nouvelle conception de la vie. Une fois surgie cette nouvelle image d'eux-mêmes, aucun pouvoir au monde n'était capable de la changer. »³

Ainsi, en s'identifiant mutuellement comme des interlocuteurs de choix, les Noirs de cette contrée américaine développèrent une conscience partagée et firent progressivement une expérience de libération.

Aujourd'hui encore, face au surcroît de fragilité produit par des conditions socio-économiques oppressantes, nous pouvons valoriser une fragilité assumée, humanisée et transformée. Nous apprenons alors à regarder autrement la vie, à penser d'une autre façon l'existence et le « vivre-ensemble ». La fragilité assumée conjugue ainsi l'action avec le consentement au partage et à la solidarité. ●

3. R. Wright, *Une faim d'égalité*, trad. de l'américain par A. R. Picard, Paris, Gallimard, 1979, p. 85.

Ce qui est supposé par là, et que la fragilité démocratique remet radicalement en cause, outre le pouvoir de quelques-uns sur la majorité, c'est un rapport au monde fondé sur la maîtrise technique, la production économique, la logique instrumentale, ramenant les choses et les êtres à leur seule utilité. Cette manière d'être fait l'impasse sur notre appartenance au monde, qui nous habite autant que nous y habitons, et sur notre dette envers autrui – à qui nous devons d'advenir à nous-même et au monde. C'est là la dimension symbolique de l'existence humaine, essentielle – fond nocturne de la vie que l'art explore, mais que le politique esquive. La fragilité démocratique l'affronte au contraire, révélant une autre manière d'être au monde, qui assume l'expérience éprouvante et périlleuse de la liberté comme lieu d'humanisation. La contingence de l'existence, sa finitude, son manque et sa vulnérabilité ne sont plus seulement de l'ordre de l'expérience intime, privée. C'est sur cet ébranlement du sol que la cité peut alors se construire: solidarité et communauté des ébranlés, voués à la vie dans et pour la liberté, dont parlait Patocka.

C'est là faire confiance à la fragile condition humaine. La vulnérabilité est solidarité, le manque, désir, la dette, dévouement. S'en détourner, c'est se défigurer et le monde avec soi. « Dans le combat entre toi et le monde, seconde le

monde », disait Kafka, reconnaissant que le monde n'est pas simplement devant soi, mais notre condition d'existence. Fourmillant de mots et de symboles autant que de choses et d'êtres, il nous pénètre, nous traverse et nous contient. À l'issue du combat, la vie humaine en sort blessée, grandie: blessure sensible, ouverture du côté de la nuit du monde, du côté du silence où se déploie la parole – existence dans le déracinement.

Toutefois... parmi nous règnent en maîtres les titans. Puissances militaires, technologiques, financières, culturelles, ils se sont alliés pour conquérir les moindres recoins du monde, franchir les frontières du vivant, assujettir la vie, marquer du signe de piastre les visages et les âmes, la terre et la nature, les comportements et les rêves – et mobiliser tout et tous au service de la démesure. Des troupes d'élites prennent d'assaut le corps et l'esprit, la nuit obscure et le silence – les quadrillent, les fichent, les ratissent – y traquant toute fragilité revêche qui s'y terre, reliquat d'un autre temps, indigne des titans, insulte à leur triomphe, semence de sédition. Ainsi fait-on partout l'éloge de leur avancée triomphale de sorte que tous sachent que les titans ont pacifié le monde...

L'heure est à la résistance.

Aujourd'hui encore, face au surcroît de fragilité produit par des conditions socio-économiques oppressantes, nous pouvons valoriser une fragilité assumée, humanisée et transformée.

Effeuillements

HÉLÈNE DORION

L'auteure est poète

*Qui donc, jamais, s'est assis sans angoisse
devant le rideau de son cœur ?*

RILKE

Humble dans mon corps, le matin se glisse :
l'odeur du café, du pain grillé
tout ce temps entre nos mains
et je songe aux pommes de Cézanne
sur la table, sereines, impérissables.

Le vent commence à froisser le jour
et pendant que je retourne à l'intérieur
de moi, des volées de mots s'agitent, bientôt
se posent sur des lignes compactes.

Je vois surgir le reflet de ton visage,
la vie – tout ce temps entre nos mains –
s'ancre, comme un bateau enfin prêt
à affronter le voyage.

*Le cœur est centre parce qu'il est la seule chose en nous
qui émette un son. Ainsi les pas de l'homme sur la terre sem-
blent la trace des battements de son cœur.*

MARÍA ZAMBRANO

*Cœur, pour dire l'origine :
le lien*

*l'accord
de l'esprit et du sentiment
dire tous les chemins
y mènent et s'y dénouent*

– dire le cœur du cyclone

*ou de la vie. Cœur pour toucher
le centre, dire*

ce qui demeure.

La pluie sur les fenêtres tache le paysage
– octobre, comme une ondée de feuilles
un frisson, la secousse puissante
des timbales qui explosent
à la figure de notre maigre histoire.

Le monde se hâte vers nulle part.
La pointe de mes mots soulève des ombres
qui m'effraient, et les fumées des blessures
ne se dissipent pas. Ce qui a été
ce qui est et sera, mon cœur, qui
mieux que toi contient l'infini
recouvre le temps, regarde au-delà, brûle
ma propre absence?

*En certaines occasions, par accident, le cœur reste sourd et
muët. Il se retire dans un silence impénétrable, ou bien il
s'enfuit au loin.*

MARÍA ZAMBRANO

Visage retiré dans son absence, jamais
tu ne le connaîtras, ce monde
friable qui ne tient qu'à peu de sable
égrené entre les doigts des nuages, là-bas
les oiseaux faiblissent, la nuit
ouvre son compas, – visage, jamais

tu n'atteindras le rivage
et pas même la branche suspendue
qui demeure immobile dans sa manière
d'interroger tes pas, de veiller
sur ton égarement.



Jean-Pierre Perreault,
Les années de pèlerinage,
1996, acrylique sur toile,
61 x 122 x 5 cm

Cœur : effeuillé

*pour dire
conquis brisé en fête
souponnant artificiel
dire le cœur
à rire ou à rien
que l'on donne qui lui tient y va droit
qui sait
retenir ou connaître par
cœur partagé refermé*

*de pierre comme dur rocher
de marbre de lion de pomme de palmier
de la ville la forêt l'hiver l'été
l'atome surtout cœur
du sujet :*

*pour pénétrer au centre dire ce qui pèse
l'être l'avoir*

*bon sur la main grand ouvert
ou ne pas
en avoir du tout.*

*Aucune des directions que propose l'esprit ne saurait livrer
passage à cet appel indicible du cœur submergé. C'est qu'au-
cun des mots déjà dits ne lui convient. Il cherche une écoute ;
il voudrait entendre et qu'on l'entende sans s'en rendre
compte, indistinctement. Et que son appel se perde dans
l'immensité de l'unique réponse.*

MARÍA ZAMBRANO

Ce matin le vent étreint la maison, étreint
les arbres comme m'étreint ton silence
tout autour le paysage
s'efface, ne laisse que mon corps
mes veines lourdes, mes mains éparpillées
dans le souvenir de ton visage, – le désir
est amour de la lumière.

La neige de décembre a secoué les dernières brumes
et recouvert les ombres. J'entre
à l'intérieur du poème
qui croira faire un long voyage
pour rejoindre ce que seul
le temps sait accueillir.

Alors que tu ravives chaque mot
ton âme regarde par-delà la rive, entend
dirait-on, l'éternité.

Fragiles relations...

MARCO VEILLEUX

La popularité des sites de rencontres sur Internet est symptomatique autant de la recherche que de la fragilité des liens affectifs dans nos sociétés. La quantité d'argent, de temps et d'espoirs que plusieurs de nos contemporains y investissent fait de ces réseaux un marché fort lucratif. Hommes et femmes, jeunes et vieux, hétérosexuels et homosexuels : un nombre effarant d'individus sont branchés au cyberspace en quête de relations amicales, amoureuses, sexuelles... ou les trois à la fois. Si le rêve du *match* parfait en fait fantasmer plus d'un, il semble toutefois que cet univers virtuel enferme souvent les internautes dans une logique où le désir s'enflamme, se multiplie et se consume à haute vitesse. Le cycle des passions et des désillusions s'accélère alors au rythme des histoires sans lendemain. Chacun en vient ainsi à administrer ses « contacts » comme on gère, en bourse, un portefeuille de titres spéculatifs.

Il ne s'agit pas ici de porter un jugement moral sur ces sites et sur ceux qui les fréquentent, mais plutôt de reconnaître, à la lumière de ce phénomène socioculturel, la fragilité grandissante de nos relations affectives. Surtout lorsque celles-ci sont colonisées par la technologie et instrumentalisées par le marché.

Le Web est un fabuleux outil de communication donnant accès à une mine d'informations et de connaissances. Il comporte cependant un « vice structurel » : il fonctionne en mode binaire. Tout y procède d'une logique « 1-2 » : oui/non; entrer/supprimer; accepter/refuser; chercher/trouver... L'idiome d'Internet se caractérise par le principe de l'exclusion du tiers; il ignore tout ce qui ne peut être saisi dans une équation duale. Cela est d'ailleurs au fondement de son efficacité technique.

L'humain, toutefois, est irréductible à un tel encodage binaire. Devant l'écran spéculaire de son ordinateur, l'internaute en quête de relations investit donc « son désir du désir de l'autre » (selon la célèbre formule de Jacques Lacan) dans un univers qui, par définition, ne peut que l'aliéner. En effet, en « formatant » les rapports humains sous un mode virtuel et duel, les sites de rencontres réduisent la complexité des personnes, de leurs désirs et de leur histoire. Ils en font des produits en ligne, disponibles et en concurrence sur le vaste marché dérégulé du cyberspace. Les sujets y sont « abstraits » de leur corps – en tant que « présence réelle » de soi et de l'autre – car, sur le Web, ce sont évidemment des mots, des images, des informations et des émotions désincarnés qui se transigent. C'est le règne de l'imaginaire propice à tous les fantasmes et aux jeux de séduction qui s'accompagnent fréquemment de demi-vérités, de feinte des sentiments, si ce n'est carrément de tromperie. D'où la déception de plusieurs lorsque, rencontrant « en personne » une ou un

cybercorrespondant, ils découvrent inévitablement que les rapports avec cette dernière ou ce dernier risquent d'être plus ardu et moins excitants que dans le monde virtuel... Si certains arrivent alors à briser le miroir pour s'engager dans de véritables relations interpersonnelles, d'autres semblent prisonniers de la Toile. Ils y collectionnent les contacts fugitifs et les amourettes à répétition, dérivant dans la fuite d'un réel qui leur apparaît toujours plus insatisfaisant – la cyberdépendance étant la manifestation extrême de cette souffrance.

Parallèlement à cette explosion de la fréquentation des sites de rencontres, un autre phénomène socioculturel peut aussi éclairer l'état de nos relations affectives. Je pense à ces écoles où l'on enseigne le tango, la salsa et d'autres « danses de salon ». Depuis quelques années, en effet, celles-ci font fureur et se multiplient à Montréal et ailleurs au Québec. Des gens de toutes les générations se passionnent pour ces danses en couple qui permettent, en quelque sorte, de réapprendre comment deux personnes peuvent entrer « socialement » en relation – autrement que sous le mode virtuel du Web ou par le biais d'une aventure instantanée.

Les planchers de danse sociale seraient-ils devenus un des rares lieux, dans notre culture « virtualisée » et hypersexualisée, où l'on peut faire l'apprentissage d'un rapport à autrui qui passe par une autre médiation que celle de la technologie ou de la promiscuité sexuelle?

Cette popularité de la danse en couple peut être interprétée comme une allégorie porteuse de signification en ce qui a trait à l'intelligence des relations humaines. Que faut-il, en effet, pour qu'il y ait une danse? Toujours trois choses : un « guideur », un « guidé » et de la « musique ». Lorsqu'un couple danse, il entre donc en mode ternaire. Les partenaires, délogés de leur fusion imaginaire ou de leur face-à-face duel, y apprennent à se situer avec justesse autour d'un vide où la musique – et à travers elle le mouvement qu'elle impulse aux corps – crée du « jeu ».

La danse est une suite de figures où prennent forme des mouvements de distance et de rapprochement entre les partenaires, traçant ainsi dans l'espace le fragile récit d'une possible « rencontre ». Par la succession d'équilibres et de déséquilibres qui caractérisent chacun des pas et des déplacements du couple, la danse transfigure cette fragilité du rapport à l'autre en une symbolique signifiante. À cet égard, pensons à ces magnifiques tangos argentins ou à ces flamboyantes salsas cubaines qui dramatisent avec style la passion et la tendresse autant que la violence et la fragilité de l'amour.

Lorsqu'un couple de danseurs arrive ainsi à communier véritablement au même rythme – celui-ci jouant le rôle d'un tiers à qui se livre le corps de chacun d'eux –, il quitte alors le mode des relations binaires pour entrer dans l'élaboration d'un rapport ternaire. L'esthétique devient alors métaphore éthique. Elle met en scène la fragilité – qui est aussi la beauté – d'une relation à l'autre où il y a de l'Autre.

Une épreuve révélatrice

ROBERT JASMIN

Tout semble solide. Des diplômes qui ouvrent toutes les portes. La force de l'âge. Un amour stable. Un enfant respirant toutes les promesses de la vie devant soi. Une maison ancestrale nichée dans une nature plus grande que nature. La vie dans toute sa puissance. Puis, en guise de supplément de bonheur garanti, un deuxième enfant, Alexandre. Mais avec celui-ci, l'apparition d'un brin de fragilité. Fragile, c'est le mot employé par les médecins pour qualifier l'état de cet enfant après quelques infections successives.

Vint, pour paraphraser Éluard, le jour en trop. Le jour où le tragique frappa dans le plus grand des fracas. Après des examens approfondis effectués par des spécialistes, le verdict est sans appel : « Votre enfant ne vivra pas ! » Un défaut génétique l'empêchait de fabriquer les anticorps dont il avait besoin pour affronter la vie. Un syndrome rare qui faisait entrer Alexandre dans des statistiques lugubres : la quasi-totalité des enfants atteints de ce syndrome ne dépassaient guère l'âge de trois ans. Demain pouvait être le dernier jour et tous les lendemains seraient porteurs du message annoncé.

UNE FRAGILITÉ RÉVÉLATRICE

Le passé, le présent et le futur trouvent leur adéquation dans les trois seules certitudes de la vie. Je n'en avais jusqu'alors retenu que deux : la première, *je suis né*, la seconde, *je vis*. Tout, dans notre société, avait été mis en

œuvre pour me faire occulter la troisième, *je mourrai*. Voilà qu'un enfant à peine entré dans le temps déchirait le voile pour me faire voir que j'étais, moi aussi, condamné à mourir un jour. Sa fragilité me révélait la mienne. Mais, ce faisant, il me ramenait à la vie, par la sienne. Il me rappelait que la vie n'a de valeur que par sa finitude et qu'entre la date connue de notre naissance et celle, inconnue, de notre mort, il y a notre moment de vie – à remplir de sens.

Jour après jour, Alexandre avançait vers l'horizon fatidique des trois ans. Mais comme l'horizon, l'échéance reculait au fur et à mesure qu'il s'en approchait. D'alertes en angoisses, les années passèrent. À travers de multiples hospitalisations, Alexandre apprit très vite à lire et à aimer lire plus que la moyenne des enfants. Il voulut aussi suivre les traces de sa sœur et demanda à apprendre le violon. Bach et Mozart devinrent des compagnons de jeu. En somme, il vivait sa vie comme il faut vivre toute vie : dans la plénitude du temps alloué.

Un enfant sans promesse de futur m'apprenait que la mort n'est victorieuse que le dernier jour, pour autant que nous faisons de chaque jour précédent une lutte sans merci pour la vie dans toute son intensité. Cette lutte pour une vie intense signifie le rejet de la passivité, de la médiocrité, du fatalisme, de la résignation, des idées confortables et immuables, de l'obscurantisme et du contentement béat de ce qui est. La vie intense, c'est savoir

L'auteur, conférencier, écrivain et président de l'association altermondialiste ATTAC-Québec, a publié *Le temps d'Alexandre* (Papyrus, 2007, dernière édition)

Voilà qu'un enfant à peine entré dans le temps déchirait le voile pour me faire voir que j'étais, moi aussi, condamné à mourir un jour. Sa fragilité me révélait la mienne.



Flykt, 1991. Photo : Lesley Leslie-Spinks

tous les jours regarder la mort en face et lui être infidèle en lui disant : « J'ai un projet ! » C'est savoir se projeter hors de soi, pour soi et pour les autres. Toute réalisation de soi est une création et toute création nie la mort.

Le matin de son dernier jour, à treize ans et six mois, Alexandre se questionnait sur les conditions requises pour faire des études de médecine. Il avait gagné. La mort n'est pas venue chercher un être déjà mort mais un enfant bien vivant. Fragile, mais habité par une force contre laquelle la mort ne pouvait rien. Une force transmise aux autres vivants pour la suite du monde, au-delà de son temps.

Nous ne pouvions rien contre la fragilité d'Alexandre comme nous ne pouvons rien contre notre propre fragilité, toute relative fut-elle. La vie est fragile dans son essence même. Le nier serait se bercer d'illusions. Il nous faut en prendre acte et trouver les moyens d'accroître la force qui nous permet de nous réaliser malgré cette fragilité. Alexandre possédait certes une force intérieure mais elle n'aurait jamais suffi à lui faire surmonter les épreuves physiques et morales de sa condition. L'amour et l'affection de ses proches l'ont aidé mais le cercle de la solidarité effective était beaucoup plus grand.

DES FAISCEAUX DE SOLIDARITÉ

Nul n'est une île, faut-il le rappeler. Alexandre est né dans un pays où des gens avaient eu à cœur de construire un réseau de solidarité bien ancré dans des institutions et des mesures propres à recevoir des gens plus fragiles que les autres. Il devenait bénéficiaire des luttes sociales et politiques de celles et ceux qui étaient nés avant lui. La compassion seule n'aurait pas été suffisante, il fallait qu'elle se manifeste dans une réalité et avec des moyens susceptibles de lui procurer le maximum de soins possibles. Les membres du personnel médical et enseignant ont pu jouer le rôle déterminant qui fut le leur parce que des ressources avaient été mises à leur disposition par la collectivité dans son ensemble.

Un souvenir m'est revenu en mémoire le jour où Alexandre a franchi les portes de la salle d'opération pour y subir une intervention délicate : je revoyais ces ouvriers syndiqués qui distribuaient des tracts à la sortie des cours lorsque j'étais étudiant, des tracts qui expliquaient pourquoi une assurance-hospitalisation était nécessaire et faisable. Quinze ans plus tard, cette assurance comme celle qui couvrait les soins de santé était chose acquise depuis longtemps et c'est à ces pionniers des luttes sociales que nous le devons. La force collective était venue soutenir la force individuelle d'un enfant malade.

À l'instar des personnes, toutes les collectivités sont fragiles. Les ruines nous rappellent des civilisations dis-

Les idées civilisatrices elles-mêmes sont fragiles et si on ne veille pas à les transmettre et à les consolider, elles peuvent prendre le chemin de l'oubli en une seule génération.

parues et donc la fragilité de celles-ci. Les idées civilisatrices elles-mêmes sont fragiles et si on ne veille pas à les transmettre et à les consolider, elles peuvent prendre le chemin de l'oubli en une seule génération. On sait par expérience récente que les mesures de solidarité sociale ont été attaquées par des êtres cupides dont l'idéologie est basée sur la loi de la jungle et du sauve-qui-peut et du sauve-qui-paie. On sait aussi que cette loi du plus fort est fondée sur l'idée que l'être humain est puissant, qu'il peut se tirer d'affaires par sa seule puissance et que la société n'est forte que par la multiplication des individus puissants.

Imaginons un paquebot attaché à un quai par des milliers de ficelles isolées les unes des autres : à la moindre secousse d'une mer un tant soit peu agitée, il rompt ses amarres. Imaginons le même paquebot attaché au quai par deux ou trois câbles faits des mêmes ficelles mais tressées pour ne faire qu'un cordage : il tient bon en toutes circonstances. La force d'une société est ainsi faite : elle trouve sa source dans la réunion des forces individuelles solidement reliées en faisceaux de solidarité.

L'ILLUSION DE LA PUISSANCE

L'idéologie dominante actuelle est tout autre. Elle porte aux nues ceux qui réussissent à tirer leur épingle du jeu, la réussite financière étant le seul critère admissible dans son évaluation des personnes. C'est l'apologie des ficelles isolées. Au lieu de prôner la force, elle propose la puissance et elle tente, par une panoplie d'artifices, de cacher la fragilité des êtres. Mais il s'agit-là d'un déni de réalité. Voyons ces *traders* milliardaires qui cachent leur névrose derrière leurs manipulations et gesticulations boursières. Voyons ces soldats casqués, surarmés et protégés par la plus haute technologie qui tremblent comme des petits enfants derrière leurs lunettes et leur armure dernier cri et qui pleurent en espérant revoir leur mère. Nous ne sommes pas en présence de la puissance mais de l'illusion d'une puissance.

C'est sur cette illusion que se construisent les empires au moyen de mensonges, de tromperies, de manipulations et d'une corruption généralisée. Et c'est parce que leur puissance est illusion que, tôt ou tard, leur fragilité apparaît et qu'ils déclinent et s'effondrent. L'actualité nous en sert le plus bel exemple.

Vouloir fuir ou nier la fragilité, c'est vouloir fuir ou nier la réalité. Toute vie est fragile et la beauté naît de l'exercice d'une force qui s'exprime à travers et malgré la fragilité. En écrivant ces mots, une image me vient en tête : celle de la grande cantatrice Kathleen Ferrier qui, à l'âge de 40 ans, au faite de sa gloire, s'apprête à exécuter sur scène *Le chant de la terre*, venant tout juste d'apprendre qu'elle était atteinte d'un cancer et sachant que c'était là sa dernière prestation. La beauté à l'état pur. Comme le remarqua Alexandre après l'écoute de l'*Ouverture tragique* de Brahms : « Même le tragique peut être beau. » ●

Vivre au bord du gouffre

Tous les humains sont fragiles, certains plus que d'autres. L'alcoolisme, la toxicomanie, la maladie mentale sont leur chemin de croix. Des hommes, des femmes de tous les âges et de toutes les classes s'y engagent. Ils peinent, s'épuisent. Plusieurs y laissent leur vie.

NICOLE LAURIN

Un homme perd son emploi. Profondément déprimé, il boit sans s'arrêter et devient violent. Sa famille ne peut plus le supporter. Il quitte la maison et se joint aux colonies de clochards qui peuplent le centre-ville. Il mange à l'Accueil Bonneau et dort sur la voie publique. Les policiers le harcèlent, lui donnent des contraventions. Le juge l'envoie en prison. À sa sortie, il refuse une place dans une résidence pour ex-détenus et revient dans son quartier, auprès de ses compagnons d'infortune.

Une adolescente, abusée dans sa famille, fugue et loue une chambre en ville. Des mafieux lui vendent de la drogue à crédit et la forcent à se prostituer. Pour leur échapper, elle change plusieurs fois de chambre et de quartier. Lorsqu'elle n'a plus d'argent, elle dort dans un refuge qu'il faut quitter à sept heures du matin pour passer la journée dehors, même en hiver. Elle vend son corps pour de la cocaïne et tous ses biens : sac de couchage, casseroles, téléviseur. À la suite d'une grave intoxication, la police l'amène à l'urgence d'un hôpital. On la garde, le temps de lui trouver une place à Hyppolite Lafontaine. Elle a contracté le sida. Les services sociaux la relogent dans un appartement supervisé dont on l'expulse pour mauvaise conduite. Le circuit des portes tournantes recommence.

Les personnes fragiles sont aussi des parents, des collègues, des amis dont on ignore le plus souvent qu'ils vivent dans l'enfer de la drogue, de l'alcool ou du jeu. Ils et elles ont suivi des thérapies, consulté des médecins qui leur ont prescrit une médication. Ils ont tout fait pour s'en sortir mais ils retombent. La rechute est humiliante. Elle détruit l'estime de soi en dévoilant au malade sa vulnérabilité. Elle le jette dans le désespoir. Non seulement a-t-il trahi ses propres attentes mais aussi celles des autres.

Les tentatives de suicide sont fréquentes. Parfois, elles sont « ratées » : un appel au secours. Le plus souvent, elles



visent à briser l'engrenage du mépris de soi, du rejet des autres. Certaines personnes en état de crise éthylique ou de démence entendent des voix qui leur suggèrent toutes sortes d'horreurs : se mutiler, attenter à leur vie ou à celle des autres... Chaque rechute diminue les chances de s'en sortir. D'ailleurs, le pessimisme fait partie de l'image que les proches, les intervenants et les thérapeutes renvoient aux gens fragilisés. Blessés, massacrés par la vie, ils et elles expriment leur douleur par la rage, la folie, l'automutilation, le refus de se soigner. Tôt ou tard, la dépendance et l'addiction aggravent la solitude et la haine de soi. La drogue, l'alcool n'ont plus d'effets. On a tout perdu au Casino. Le plaisir et le soulagement se transforment en cauchemar. La mort apparaît comme une délivrance.

GÉRER LES RISQUES

Il existe un monde de la fragilité. Jadis arrimé à l'Église, pris en charge par les associations paroissiales, les œuvres caritatives, les congrégations religieuses. L'État y jouait un rôle subsidiaire, souvent punitif. On misait sur l'enfermement : la prison, la maison de redressement, l'asile, l'orphelinat, l'hospice, l'hôpital. Toutes sortes de marginaux et de sans-foyer, des enfants, des adultes ou des vieillards rejetés par leur famille, des personnes ayant troublé l'ordre public étaient placées en institution, souvent pour le reste de leur vie. Désormais, les personnes fragiles ne peuvent même plus compter sur la protection de l'institution. On est entré dans l'univers de la gestion. Prendre en charge la fragilité consiste à gérer les risques qui y sont associés. De l'avis des

L'auteure est sociologue

Jean-Pierre Perreault,
Projet, 1999, aquarelle,
25,5 x 35,5 cm. Carnet
de juin 1999

experts et des intervenants, les personnes vulnérables peuvent s'en sortir; elles doivent apprendre à se débrouiller. De son côté, l'État s'efforce d'éviter à tout prix de les prendre en pension. Il a même «désinstitutionnalisé» un grand nombre de malades mentaux. Ceux-ci trouvent difficilement leur place au soleil, malgré les efforts déployés par les fonctionnaires qui en sont responsables. Leur vie est misérable. Tôt ou tard, ils manquent d'argent; ils quittent leur famille ou cessent de payer le loyer de leur chambre. Ils ne prennent pas leurs médicaments, ne se rapportent plus à leur agent de cas. Tout finit dans la rue. Montréal compte des milliers d'itinérants. La ville est un asile à ciel ouvert.

On dispose pourtant d'une grande variété de solutions pour tous les problèmes, aussi bien ceux des malades mentaux que des alcooliques, des toxicomanes, des jeunes de la rue, des ex-détenus, des clochards. On peut compter sur les agences gouvernementales, la police, les centres de crise spécialisés, les centres de désintoxication, les maisons d'hébergement, les centres de jour. Des thérapies, des formes d'accompagnement et de suivi sont disponibles et adaptables à tous les cas. En ville, à tout le moins, tout un chacun a son psy, sa travailleuse sociale, son travailleur communautaire, son agent de cas, sa bénévole. Ensemble, ils forment une petite famille.

Toutefois, lorsque les problèmes se multiplient, les plus fragiles partent à la dérive. Ballottés d'une maison à l'autre, d'un centre d'aide à l'autre, leur état se dégrade. Incapables de travailler, de tenir une conversation, ils et elles n'ont plus conscience du temps. Certains y trouvent tout de même un mode de vie. On parvient à se faire un horaire, à établir des points de repère. On choisit un endroit pour manger gratuitement, un autre où voir des gens. On découvre les organismes qui distribuent de la nourriture, des vêtements, des vieux meubles, même des billets de concert. Parfois, au cours de leur périple, ils et elles arrivent à nouer des relations avec les personnes qui les accueillent. Les errants souffrent de leur solitude mais ils ne parviennent pas à se faire des amis. Ils ont besoin de stabilité, d'un milieu d'appartenance mais ils déménagent constamment. Les appartements supervisés et les appartements communautaires subventionnés ont été conçus pour les accueillir mais leur nombre est bien insuffisant. Comment s'apaiser, se rétablir, reprendre goût à la vie hors d'un milieu stable, sans relations durables?

Les forts ont besoin des plus fragiles.
Ils se savent fragiles, à peine moins
vulnérables que leurs protégés.

Outre les fonctionnaires des services publics, une armée de bénévoles s'occupe des personnes en difficulté. Par contraste, dans les sociétés du Sud, la pègre, les trafiquants de drogue aspirent les gens de la rue. À Rio ou à Calcutta, la fragilité ne pardonne pas, elle est mortelle. Ici, le monde de la fragilité se double d'un autre monde qui le protège et le soutient. Les organismes charitables reçoivent des subventions de l'État, des dons de Centraide. Certains sont financés en tout ou en partie par des mécènes, des congrégations religieuses. Ils organisent des bazars et des bals pour collecter des fonds. Ils bénéficient aussi de dons en nature. Moisson Montréal recueille des aliments dans les marchés et les

distribue aux maisons d'hébergement. L'Armée du Salut offre des meubles, des vêtements.

SUPPORTER L'EXISTENCE

Les forts ont besoin des plus fragiles. Ils se savent fragiles, à peine moins vulnérables que leurs protégés. S'occuper des autres par profession ou bénévolement permet aussi de prendre soin de soi. Toutefois, l'amitié et le soutien d'autrui ne peuvent changer le sort des malheureux, effacer leur souffrance. Tout au plus, leur redonner le courage de supporter l'existence. Les cures les plus efficaces se fondent sur la solidarité et la force d'un groupe de thérapie. Les Alcooliques anonymes et les Toxicomanes anonymes organisent des «réunions de partage» plusieurs fois par semaine, en divers points de la ville. Les personnes présentes font un «témoignage» et écoutent celui des autres. Certains y assistent toujours après plusieurs années de sobriété. Dans les centres de désintoxication tenus par ces organismes, les malades ont aussi un «parrain» ou une «marraine» qui veille sur eux au cours du sevrage et reste disponible par la suite. Les clochards et les jeunes de la rue peuvent compter sur la popote roulante et sur les travailleurs de rue. Ces personnes leur donnent de la nourriture, leur proposent un gîte. Plus important encore, elles leur offrent sympathie et réconfort. Plusieurs sans-abri ont des chiens ou des chats qu'ils emmènent partout avec eux. Outre la chaleur que ces bêtes procurent en hiver, elles sont fidèles, affectueuses et promptes à défendre leur maître ou leur maîtresse.

On ne guérit pas de la fragilité. Elle demeure insurmontable. Elle peut aisément nous détruire ou au contraire nous forcer à vivre, à espérer au-delà de tous les déboires et de toutes les vicissitudes. ●

L'auteure remercie sœur Marguerite Boisvert, Carlos Fernandes et Marcelo Otero pour leur expertise.

Mystères de l'être

L'expérience de la foi est indissociable de l'expérience humaine de la finitude et de la fragilité. Une faille par où l'existence dépouillée s'ouvre à la source inouïe de la parole, à la fine frontière du visible et de l'invisible. Nuit du monde. Dieu s'y révèle fragile, pauvre et mendiant.

SYLVIE GERMAIN

« Je me consume comme l'huile d'une lampe dans la chambre de tes visitations. »

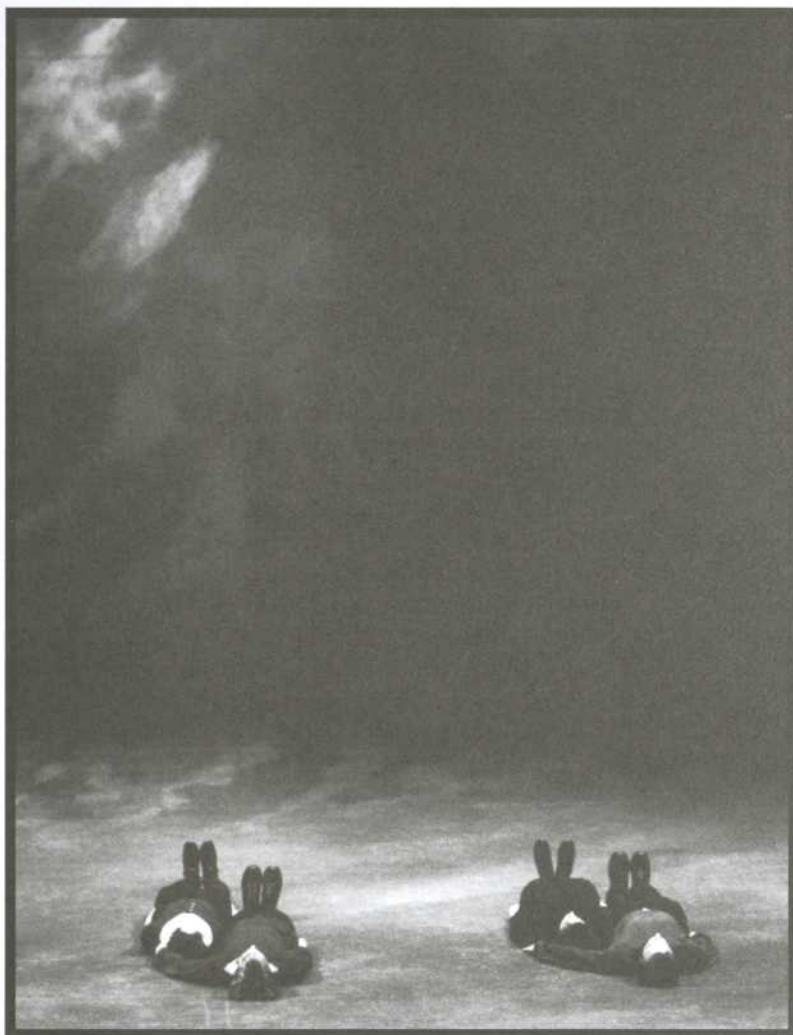
(JEAN GROSJEAN, *SI PEU*)

La fragilité est inscrite dans la chair de tous les vivants, bêtes et hommes. Elle est l'invisible signature du temps qui traverse toute matière et qui, après l'avoir fécondée, la corrode, la transit, peu à peu la consume. Mais chez les êtres humains, elle œuvre – ou plutôt dés-œuvre – à plusieurs niveaux : physique, psychique, affectif, intellectuel, spirituel. Le champ de leurs désirs est aussi vaste que mouvant ; celui de leurs amours (en tout domaine), souvent couvert de friches, de ruines, de brûlis ; celui de leurs promesses est jonché d'abandons, de reniements, d'oublis.

« Pâle soleil d'oubli, lune de la mémoire,
Que draines-tu au fond de tes sourdes contrées ?
Est-ce donc là ce peu que tu donnes à boire
Ces gouttes d'eau, le vin que je te confiai ? »

(JULES SUPERVIELLE, *OUBLIEUSE MÉMOIRE*)

Parmi les amours et élans de désir qui s'emparent de nous, il y a la foi. Aussi profonde, aussi puissante puisse-t-elle être, elle demeure vulnérable, l'instabilité qui nous habite fait courir en tout notre être ses lignes de faille. C'est pour avoir méconnu, et même nié cette part obscure de son être, cette part de sable et de vent, que l'apôtre Pierre a soudain buté sur ses propres limites. La peur a surgi devant lui, inattendue, impérieuse et cinglante. « Si tous succombent à cause de toi, moi je ne succomberai jamais ! » (Matthieu, 26, 33), affirme-t-il avec témérité ; le soir même il cède au sommeil, incapable de veiller avec son maître et de le soutenir – son esprit est ardent, certes, mais sa chair est faible –, et quelques heures plus tard il le renie par trois fois, « avec force imprécations » – son cœur est fougueux, mais sa chair est craintive.



« Qu'as-tu fait de la tour qu'un jour je te donnai
Et qu'a fait de l'amour ton cœur désordonné ? »

(JULES SUPERVIELLE, *IBID.*)

L'auteur est romancière et essayiste

Heureuse chute, que celle de Pierre : grâce à cette défaillance qui lui arrive abruptement et qui le mortifie, il découvre sa faillibilité, il prend mesure de sa faiblesse constitutive, de son imperfection, de son inachèvement. Il comprend qu'il ne peut plus fonder ses paroles et ses actes sur lui seul, qu'il ne peut plus vivre « péremptoirement » ainsi que le font ceux qui vont bâtés de certitudes et de contentement de soi. Il doit apprendre la patience, l'humilité, le questionnement de soi et la fermeté dans la confiance mise en l'Autre – ainsi que sut le faire avec une simplicité magnifique le père de l'enfant épileptique s'écriant : « Je crois ! Viens en aide à mon peu de foi ! » (Marc 9, 24). Cri d'angoisse et de candeur mêlées où culmine le paradoxe de la foi, cri admirable où fulgure la folie de la foi.

Expérience bouleversante – Pierre en pleure. Ses larmes ont l'acidité de la honte, la brûlure du repentir, l'amertume du chagrin, mais aussi « la douceur du miel ». Le miel d'un éblouissement secret, d'une connaissance nouvelle, d'une renaissance dans un désastre de douceur. Pierre se sépare

Iles, 1991. Photo :
Michael Slobodian

de l'astre clos que formait encore son moi, il s'évide du trop-plein de lui-même qui l'encombraient et l'empêchait d'entendre en finesse et *en vérité* ce que disait son maître qu'il vient de renier par frayeur. Il s'affranchit des forces d'attraction du monde – ce monde incapable d'accueillir la lumière. Il glisse au large de lui-même. Il s'ouvre enfin à l'inouï du Verbe de Dieu, à la voix, au souffle de l'Autre. Ses larmes, dans la nuit où commence la Passion, sont une eau lustrale.

Dans son très beau *Traité des larmes* (Albin Michel, 2003), Catherine Chalié demande : « De quelle vérité sur la chair humaine l'eau des larmes, issue du plus invisible en elle, est-elle donc l'annonciatrice ? » (p. 16). De la source de vie enfouie au plus profond de chaque être. « Les larmes libèreraient les étincelles de lumière captives de la matérialité. Elles feraient découvrir un puits d'eau vive là où, sous l'effet de la violence et de la peur, l'œil ne percevait plus qu'un puits à jamais comblé » (p. 47). Elles font luire le si discret, si ténu point de tangence entre le visible et l'invisible, entre la chair et le divin. Tenu, mais vital.

Les larmes que verse Pierre le sauvent de lui-même, elles le désarment, le dénudent, elles le lavent de sa faute. Elles permettent la possibilité en lui d'un déploiement de pensées neuves et vivaces, loin de celles qui lui venaient parfois, fâcheusement inspirées par « le monde » et faisant obstacle à la volonté de son maître (Matthieu 16, 22-23). Dans sa descente intérieure au fond d'un âpre pleurement, il refait l'épreuve, plus terrible encore cette fois, de son naufrage dans les eaux du lac où il avait voulu marcher à la rencontre de Jésus; déjà, alors, la peur soudain

l'avait saisi, plombé, il avait perdu pied car avait perdu cœur – « Homme de peu de foi, pourquoi as-tu douté ? » (Matthieu 14, 22-33), lui avait demandé Jésus en le sauvant de la noyade. En cette heure de nouveau naufrage, Jésus n'est plus à ses côtés, il est en train de subir les outrages de la calomnie, de la haine, des crachats et des gifles. Le maître abandonné, déchu, et le disciple défaillant sont l'un et l'autre pris dans l'étau d'une solitude extrême – mais les larmes de Pierre desserrent en lui, clandestinement, l'étreinte de l'étau et elles le reconduisent, hors mots, hors pensée, hors volonté, vers son maître à la fois pleuré et imploré, vers son maître tombé à hauteur de paria, à ras de terre et de poussière. Et là, dans ce bas-fond qu'il touche du dedans de son être brisé, dans ce tréfonds des larmes, sa finitude se laisse frôler par la puissance de l'infini, sa nuit par un souffle de lumière, sa détresse par l'amour indéfectible de son Seigneur entré en agonie. Ainsi assume-t-il sa fragilité, et, du coup, devient-il vraiment apte à se faire le



socle sur lequel se bâtit l'Église (Matthieu 16, 18), car la stabilité de ce socle aura été évaluée, remaniée et consolidée en fonction de ses failles à présent repérées.

Ce don des larmes, de la déprise de soi, de l'évidement et de la conversion dans une foi revivifiée, Judas ne l'a pas reçu. Ce don lui a-t-il été refusé, ou bien est-ce lui qui l'a refusé? Tout va très vite après son acte de trahison : il se dédit, il se repent, avouant avoir livré un innocent, mais les juges n'ont que faire de son remords tardif. « Que nous importe? À toi de voir » (Matthieu 27, 4), disent-ils avec indifférence. Mais il ne voit plus rien, sa faute l'aveugle et l'accable, l'étau de la solitude, du désespoir le broie, il ne trouve nulle issue – parce qu'il n'en cherche pas, qu'il ne se donne pas le temps de la stupeur, de la douleur, le temps de sonder sa propre nuit, le temps des larmes. Il n'attend plus rien, de quiconque. Il oublie les paroles de vie de son maître trahi qui tant de fois a souligné que, lui, il ne jugeait personne, que le pardon demeurerait à jamais une issue de délivrance offerte à tous ceux qui prenaient conscience et souffrance du mal qu'ils avaient commis. Judas ne se déprend pas de lui-même, il adhère si fortement à sa faute – avec horreur – qu'il fait corps avec elle, un corps mortel. Il s'érige en juge, d'emblée il se condamne, dans la foulée se décrète bourreau et exécute sa mise à mort. De n'avoir su mettre sa finitude et sa fragilité – de cœur, d'âme et d'esprit – en dialogue avec l'infini, avec l'impensé de Dieu, Judas s'enferme à jamais dans sa misère.

* * *

Le Dieu Tout-Puissant s'est mis, en tant que Créateur de l'univers, en retrait de sa Création, donc en état de discrétion absolue. Il s'est surtout mis, en tant que « Père » respectant la liberté octroyée aux êtres humains, en péril



d'oubli, en danger de reniement – en position de fragilité. Le Père au nom duquel parle, marche, vit, souffre, meurt et ressuscite le Christ, est un Dieu faible, un Dieu pauvre et mendiant; à travers le Christ « s'exprime la mystérieuse fragilité de Dieu, qui est certes tout puissant dans l'ordre de l'amour, qui peut tout ce que peut l'amour, mais qui ne peut rien de ce que ne peut pas l'amour », écrit Maurice Zundel¹. « Il se penche vers les fils d'Adam », pour voir s'il s'en trouve quelques-uns parmi eux qui se soucient de lui, qui tendent l'oreille vers le chant de son silence, tendent leur cœur vers son amour et leur esprit vers son mystère. Il s'en trouve peu, génération après génération. Mais quand bien même il n'en resterait qu'un seul pour continuer à déclarer avec morgue, avec hargne ou simplement avec insouciance : « Non, pas de Dieu! », cela suffirait pour garder à vif la fragilité du Père, comme le souligne la parabole de la brebis perdue. « Il y aura plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de repentir » (Luc 15, 7), car « on ne veut pas, chez votre Père qui est aux cieux, qu'un seul de ces petits se perde » (Matthieu 18, 14). Pas un seul! – l'étendue de la vulnérabilité de Dieu est incommensurable... « Dieu sera éternellement crucifié tant qu'il y aura un seul être qui dira non [...] Ce n'est pas nous, c'est Dieu qu'il faut sauver. Il faut sauver Dieu de nous-mêmes », dit encore Zundel² qui est souvent revenu sur ce thème d'une perpétuelle et tragique actualité, rappelant dans ses lettres que « Dieu nous est confié (...), [qu'il] est en danger de mort. C'est à nous de faire contrepoids et de devenir l'espace où Il puisse respirer. » Dans cette inquiétude ardente, Zundel

1. *Je est un autre*, Sillery, Anne Sigier, 1986, p. 46.

2. *Un autre regard sur l'homme*, Paris, Le Sarmant/Fayard, 1996, p. 110-111.

3. *Une vie bouleversée*, Paris, Seuil, 1985, p. 166.

rejoint l'intuition d'Etty Hillesum notant dans son Journal : « Et si Dieu cesse de m'aider, ce sera à moi d'aider Dieu.³ » Et ce n'est pas seulement de notre oubli, de notre indifférence, de notre refus, qu'il s'agit de sauver Dieu, mais plus encore de nos trahisons, et des défigurations que nous lui imposons dès que nous le contrefaisons en idole et en *grand inquisiteur* au nom duquel nous jugeons, condamnons, et parfois assassinons les autres. Sauver Dieu de nous-mêmes, c'est tenter de l'arracher à nos mensonges, à notre égoïsme, de le délivrer de notre intolérance et de notre orgueil et, finalement, de notre bêtise et de notre petitesse – perpétuels ingrédients du fanatisme et de l'intégrisme.

La finitude humaine, foyer de nos multiples défaillances, ne peut être réellement fécondée, éblouie, exaltée, que subsumée dans la grâce d'un long et silencieux dialogue avec le mystère d'un Dieu en attente et passion de l'être humain – en attente et passion *dans* l'homme et la femme, dans la chair, le souffle, l'esprit de tout homme et de toute femme.

« Oui, le dieu crie, j'entends pareille à ma nuit sa lumière, je me tais pour entendre, et toi toutes tes paroles font un silence terrible. »

(Jean Grosjean, *Apocalypse*) ●

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- ACQUELIN, José, *Paradoxes de la fragilité*, Montréal, Québec Amérique, 2008.
 BENASAYAG, Miguel, *La fragilité*, Paris, La Découverte, 2007.
 CORCUFF, Philippe, *La société de verre – Pour une éthique de la fragilité*, Paris, Armand Colin, 2002.
 DORION, Hélène, *Mondes fragiles, choses frères. Poèmes 1983-2000*, Montréal, L'Hexagone, 2006.
 GRAS, Alain, *Fragilité de la puissance – Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.
 GERMAIN, Sylvie, *Magnus*, Paris, Albin Michel, 2005.
 JASMIN, Robert, *Le temps d'Alexandre*, Montréal, Papyrus, 2007 (dernière édition).

- POCHÉ, Fred, *Une politique de la fragilité – Éthique, dignité et luttes sociales*, Paris, Cerf, 2004.
 RINGLET, Gabriel, *Éloge de la fragilité*, Paris, Albin Michel, 2004.
 ROUET, Albert, *La chance d'un christianisme fragile*, Paris, Bayard, 2001.
 UGEUX, Bernard, *Traverser nos fragilités*, Paris, éd. de l'Atelier, 2006.

REVUES

- Cahiers de l'Atelier*, « Fragilités », n° 509, janv.-mars 2006.
Esprit, « Penser la fragilité », mars-avril 2006.
Transeuropéennes, « La fragilité démocratique », n° 17, hiver 1999-2000.



Cuba face à son avenir

À l'heure où les peuples de l'Amérique latine cherchent un modèle pouvant conduire à une société plus juste, Cuba tente de se redéfinir en sauvant un projet social auquel la majorité des Cubains demeure attachée.

DULCE MARIA CRUZ HERRERA

L'auteure, doctorante en droit public à l'Université Paris X-Nanterre (France) et chercheuse associée à la Chaire de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) de l'UQAM, a publié *États-Unis/Cuba, les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple* (Prix de l'IEIM, Sainte-Foy, PUQ, 2007).

Cela fait presque vingt ans que débuta la crise économique la plus importante qu'a connue Cuba depuis l'instauration du régime politique socialiste, en 1959. L'effondrement de l'URSS et du bloc des pays socialistes de l'Europe de l'Est, dans les années 1990, a entraîné la fin des rapports commerciaux préférentiels que l'île entretenait avec les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle. Cuba a vu disparaître une partie importante de ses revenus d'exportation et la quasi-totalité de ses sources extérieures de financement. L'impact sur les conditions socio-économiques de la population cubaine a été foudroyant.

Convaincue de l'extrême vulnérabilité de l'économie cubaine et appréhendant la chute imminente et souhaitée du gouvernement castriste, la Maison-Blanche a renforcé l'embargo économique, commercial et financier mis en place en 1962. L'adoption des lois extraterritoriales Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996), ainsi que la création de la Commission for Assistance to a Free Cuba (2000), ont permis d'isoler davantage l'île des marchés internationaux, en plus de financer les activités politiques d'organisations anticastristes. Ces initiatives législatives et politiques visent à interdire, punir et entraver les activités d'entreprises¹ de pays étrangers à Cuba ou celles de filiales de compagnies américaines installées à l'étranger. La politique étrangère américaine à l'égard de Cuba se traduit ainsi par des obstacles insurmontables pour bénéficier de l'aide des institutions financières internationales, accéder aux nouvelles

technologies et obtenir certaines matières premières, des pièces, des équipements, des aliments, des médicaments, etc. Les conséquences dans les domaines de la santé ou des transports sont majeures et les effets sur l'économie, considérables. Le 30 octobre 2007, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, avec une majorité de 184 voix, la quinzième résolution condamnant la politique économique américaine à l'égard de Cuba.

LA PÉRIODE SPÉCIALE

Le pays vit ainsi à l'heure de ce qu'on appelle la « période spéciale », une période de transition économique de durée illimitée. Les autorités ont envisagé des réformes essentielles à la survie économique du pays, tout en ne sacrifiant pas l'accessibilité universelle aux services sociaux. Le choix de ne pas sacrifier le projet social – dimension constitutive de l'identité et de la nation cubaines – fut audacieux, voire risqué. Rappelons l'impasse politique, puis le chaos social créés par l'exode massif et illégal des Cubains vers la Floride durant l'été 1994, avant que Castro et Clinton signent les nouveaux accords migratoires. C'est ainsi que malgré ses défaillances, Cuba reste l'un des rares pays dans la région qui peut se vanter d'afficher un taux de mortalité infantile aussi bas, une espérance de vie aussi élevée et un très bon niveau d'éducation. Les rapports sur le développement humain du PNUD en attestent.

Cuba tente aussi de se redéfinir en explorant de nouvelles voies de coopération et de solidarité régionales à travers l'Accord intégral de coopération entre Cuba et le Venezuela, établi en 2000 et élargi en 2004. Le pays est aussi membre de l'Alternative bolivarienne

pour les Amériques (ALBA), une alternative à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) proposée par le président vénézuélien Hugo Chávez.

Dès 1993, des mesures législatives et administratives ont été mises en place pour faciliter l'adaptation graduelle du système cubain de production à la nouvelle réalité économique. La taille de l'État a été réduite à partir de 1994. Le nombre de ministères est passé de 50 à 32, le gouvernement déléguant des responsabilités aux administrations locales. Le système bancaire a été réformé. L'adoption de la loi 77 sur les investissements étrangers, en 1995, a ouvert la porte à des capitaux provenant de plus de 50 pays dont, entre autres, le Canada, la France, le Mexique, le Venezuela, l'Italie, l'Espagne et la Chine. En 2006, ces investissements se sont élevés à 981 millions de dollars – une augmentation de 22 % comparativement à 2005 – favorisant un certain essor dans le tourisme, l'agriculture, l'industrie métallurgique, sidérurgique et mécanique, l'industrie alimentaire, la construction et la production de certains articles d'exportation (tabac, rhum, nickel et cobalt). Tout en respectant les infrastructures cubaines, les investissements étrangers ont ciblé également les domaines des communications, de la production et de la distribution d'électricité et de l'extraction et du raffinage du pétrole.

LES DEUX MONNAIES

Mais cette restructuration économique et administrative ne suffira pas pour relancer l'économie. Pour la majorité de la population, la « période spéciale » reste synonyme de contraintes et de pénuries aussi multiples qu'inattendues. Depuis 1993, quantité de produits de première nécessité sont vendus en dollars américains, puis en pesos convertibles (le CUC, dont la valeur est supérieure à celle du peso



ordinaire). Or, cette devise est accessible à une minorité de Cubains par l'entremise du tourisme, des envois d'argent de l'étranger ou de récompenses octroyées par certaines entreprises. Le reste de la population compte uniquement sur le carnet de rationnement, symbole de l'égalitarisme socialiste, qui garantit des produits et de la nourriture à des prix très abordables pour tous. Les coûts liés à la rénovation des logements sont élevés car étroitement liés à la corruption des fonctionnaires qui sont à l'origine de la vente illégale (en CUC) des matériaux de construction. Les déplacements sont difficiles, souvent en raison des approvisionnements insuffisants en pétrole et de la pénurie de pièces de rechange pour les autobus.

2008 : LES NOUVELLES MESURES

À la suite du retrait de Fidel Castro de la vie politique, en février 2008, son frère Raúl lui a succédé et a annoncé l'adoption de nouvelles mesures qui s'inscrivent dans la dynamique des transformations économiques et structurelles initiées en 1993. Parmi celles-ci : l'accès libre aux services de téléphonie et aux téléphones cellulaires, la location d'autos, la location de chambres et l'accès aux services offerts dans des institutions touristiques ainsi que l'achat d'équipements et d'électroménagers. Dans le secteur agricole, les travailleurs pourront cultiver les terres étatiques qui demeurent inutilisées et s'approvisionner librement en outils de travail dans les entreprises de l'État. Cela contribuera à éradiquer la corruption des fonctionnaires et à combattre le pillage des ressources matérielles étatiques qui, mal gérées, demeurent souvent inutilisées alors que la demande est très forte. D'autres initiatives sont à l'étude concernant la libre circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'extérieur et le démarrage de petits commerces et d'entreprises privées.

1. Plus de 500 sociétés figurent sur la Specially Designated Nationals List, publiée par l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor américain.

DÉBATS PUBLICS

Ces propositions sont le reflet du débat public qui est au centre de l'évolution de la culture politique du peuple cubain depuis 1959, même si son cadre est limité par l'unipartisme. Sur le plan politique, la « période spéciale » est l'occasion d'une remise en question des fondements moraux et juridiques du régime socialiste sanctionné par la constitution cubaine. L'une des manifestations de cela se trouve, par exemple, dans cette rencontre qui a eu lieu, en février 2008, entre le président de l'Assemblée nationale du Pouvoir po-

nelles – une volonté réaffirmée devant le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

L'URGENCE D'UNE STRATÉGIE NATIONALE SOCIALE

En autorisant la libre consommation de certains biens et services, l'État cubain vise à relancer l'économie. Si les mesures proposées répondent aux demandes légitimes de la population, il apparaît que tant que le double standard économique perdurera et que



pulaire, Ricardo Alarcón, et de jeunes universitaires qui ont exprimé leurs préoccupations vis-à-vis des restrictions concernant les voyages à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et l'urgence d'une réforme salariale. Ils ont également traité de certains écarts du système électoral cubain à l'occasion d'un forum public organisé en marge des élections législatives municipales et provinciales de 2007-2008. Ce type de dialogue entre les personnalités politiques et le peuple semble destiné à se consolider en visant aussi à remédier au problème de sous-représentation politique de certains groupes sociaux et de sur-représentation des Eurodescendants. Lors du 5^e congrès du Parti communiste, en 1997, ses dirigeants ont reconnu la nécessité d'adopter des mesures pour garantir une juste représentation politique des Afro-Cubains, des femmes et des jeunes dans les instances parlementaires et décision-

seule une minorité de Cubains auront accès aux pesos convertibles, elles ne combleront que très insuffisamment certains besoins essentiels. Le pari d'introduire des mesures capitalistes libérales tout en conservant le caractère socialiste du régime – l'égalité et la solidarité sociales demeurant deux des pivots fondamentaux de ce dernier – est difficile à relever. Le défi consiste à rendre les nouveaux bénéfices associés à ces mesures accessibles à tous de manière juste et équitable, car l'ouverture à la consommation illimitée générera inévitablement de nouvelles inégalités, en plus de raviver des tensions sociales déjà existantes. Pour ce faire, les autorités devront élaborer une stratégie nationale permettant de contrecarrer les effets négatifs. En outre, elles devront s'assurer de ne pas mettre en péril l'accessibilité universelle aux services sociaux, à l'éducation et à la santé. ●

Enfant regardant une photo de Fidel Castro, Fête du 1^{er} mai 2008, La Havane (AP Photo/Ramon Espinosa)



Le financement privé des arts et de la culture

La course au soutien privé met en danger la liberté des créateurs et l'intégrité des œuvres.

CLAUDE VAILLANCOURT

L'auteur est écrivain, professeur de littérature et secrétaire d'ATTAC-Québec

Les artistes développent un curieux rapport à l'argent. Ils prétendent souvent s'en affranchir et tenir plus que tout à leur liberté lorsqu'il s'agit de créer. Mais leurs œuvres exigent souvent un soutien financier, parfois considérable; et les artistes ont tous besoin d'argent, ne serait-ce que pour vivre. Face à l'État qui ne finance plus les arts adéquatement, il devient naturel de se tourner vers le privé. N'est-il pas alors opportun de faire d'une pierre deux coups: donner aux artistes l'argent dont ils ont besoin et permettre à des milliardaires et à de grandes compagnies de relever leur image par leur contribution à la vie culturelle?

PIÈGE ET DISTORSION

Certes, il devient difficile de refuser des «cadeaux» de la sorte. Mais il faut éviter de se faire prendre au piège et s'assurer de voir les inconvénients d'une pareille pratique, surtout lorsqu'elle commence à tenir lieu de politique culturelle. Dans le domaine des arts de la scène, le gouvernement libéral de Jean Charest a essentiellement encouragé des mesures visant à accroître l'apport privé dans le financement des arts.

Quoi qu'on en dise, l'argent a bel et bien une odeur. Les grandes œuvres d'art ont très souvent été subversives et les artistes ont su se servir de leur liberté pour révéler et dénoncer les

maux qui affligent la société. Il est utopique de penser qu'une entreprise ou un individu qui donne de l'argent à des artistes ne se réservera pas un droit de regard sur la création.

La domination des grandes entreprises, les puissants oligopoles, l'affaiblissement de la démocratie au profit des intérêts financiers comptent aujourd'hui parmi les problèmes les plus graves. Un artiste dépendant de ces puissants intérêts devra immanquablement modérer ses ardeurs, pratiquer l'autocensure, limiter son discours à des propos rassurants s'il veut continuer à exercer son métier.

La pratique de la commandite, pour sa part, crée d'étranges distorsions dans la transmission du patrimoine culturel. Il est difficile, par exemple, de ne pas voir une forme de dilution du message ou de perte de sens, lorsqu'une pièce de Brecht est associée à Québecor, une symphonie de Berlioz à GM ou une exposition de Gauguin à la Financière Sun Life. Des œuvres créées par des artistes isolés et rebelles s'intègrent ainsi à de vastes plans de marketing qui transforment des chefs-d'œuvre en affiches publicitaires.

L'artiste cherchant du financement privé doit se transformer en courtisan. Il apprend, parfois aux dépens de son travail, à flatter les gens d'affaires qui lui seront sympathiques. Il enchaîne les courbettes et convainc son éventuel donateur que l'œuvre offrira une excellente visibilité à son nom ou son produit. Pour que les donateurs délient le cordon de leur bourse, il faut des œuvres populaires et consensuelles.

Tant pis pour les artistes d'avant-garde, pour ceux qui appartiennent à la relève, qui émaillent leurs œuvres d'un contenu politique dérangeant ou qui ont le mauvais goût de s'adonner à des arts plus exigeants tels que la poésie ou la danse contemporaine.

La quête des faveurs du mécène est par ailleurs un exercice épuisant. Il faut multiplier les demandes, s'adresser à une fondation et à une autre, subir de nombreux refus, recueillir ici et là des montants qui ne sont pas à la hauteur mais qui ont nécessité beaucoup d'efforts et négocier avec le donateur l'espace consacré à sa publicité. Il faut dépendre des humeurs charitables, espérer que le mécène n'abandonnera pas la culture pour une autre bonne cause, qu'il aimera le produit artistique qu'il soutient et que dans un mouvement de colère contre une production qui ne lui plaît pas, il ne raye pas l'artiste de la liste de ses favoris.

ASSURER L'INDÉPENDANCE

Lorsque Keynes a fondé le Conseil des Arts au Royaume-Uni, il visait à créer une structure indépendante «quant à son organisation, libre de toute bureaucratie tatillonne». Certes, les conseils des arts n'ont pas réussi à éliminer la bureaucratie et les lourdeurs administratives. Mais plutôt que de présenter le recours au privé comme une panacée, il est de loin préférable d'accorder la priorité au financement public par la voie de ces conseils des arts, qui échappent au contrôle politique et dans lesquels les artistes sont jugés par leurs pairs sur leur mérite artistique en priorité. Comme le disait Keynes, «les artistes n'ont pas à faire vœux de leur soumission». ●

Le soutien insuffisant des gouvernements à l'égard du secteur culturel et artistique place ses acteurs dans une délicate position. Comment sensibiliser des

mécènes et trouver l'argent nécessaire à la création tout en préservant l'autonomie de cette dernière?



De nouvelles alliances sont nécessaires entre le privé, le public et le milieu culturel.

SIMON BRAULT

Au Québec, la question du soutien privé aux arts et à la culture – sa pertinence, son ampleur et sa portée – est plus que jamais d'actualité. Elle aura été en filigrane du *Rendez-vous novembre 2007 – Montréal, métropole culturelle* et elle est déjà identifiée comme l'enjeu crucial du sommet *Québec horizon culture* qui aura lieu en février 2009. Si les discussions sur ce thème manquent parfois de mesure et de réalisme, elles nous obligent néanmoins à réfléchir aux rôles et aux responsabilités de tous les acteurs du développement culturel.

LOGIQUES COMPLÉMENTAIRES

Évidemment, l'appel empressé et insistant lancé au secteur privé émane souvent de politiciens que l'on soupçonne, à tort ou à raison, de chercher à atténuer les effets d'un financement public déficient. Il arrive même que les organismes responsables d'attribuer bourses et subventions aux artistes et aux organismes culturels y aillent aussi de leurs propres incantations à l'endroit du secteur privé, ce qui ne va pas sans amplifier la méfiance et l'inquiétude au sein de leurs clientèles, qui voient là la confirmation de l'hypothèse d'un soutien de remplacement.

Or, le soutien public aux arts et à la culture est sous-tendu par une logique foncièrement différente et autonome de celui du soutien privé.

Le financement, la promotion et la protection des arts et de la culture par

les gouvernements et les villes, directement ou indirectement, grâce aux conseils des arts et autres agences, sont un choix politique et démocratique. Ce dernier s'appuie d'abord sur les droits culturels fondamentaux et, de plus en plus fréquemment, sur une volonté de stimuler l'économie (emploi, tourisme, exportations, etc.), de favoriser la cohésion et l'inclusion sociales ou d'améliorer la qualité de vie des citoyens. On combine des approches de politique publique qui valorisent la valeur intrinsèque de l'art et de la culture, et d'autres qui misent davantage sur leurs possibles impacts sur le développement socio-économique.

Les motivations qui président au soutien des arts et de la culture par le secteur privé (individus, corporations et fondations) sont d'un tout autre ordre. D'abord, il faut reconnaître la grande variété des considérations qui peuvent inciter un individu, un administrateur de fondation ou un dirigeant d'entreprise à donner de son temps, à fournir des biens et services à titre gracieux, à faire un don en argent ou à prendre une décision d'investissement au bénéfice d'un artiste, d'un organisme ou d'un événement culturel. Les experts en collecte de fonds ou en négociation de commandites le confirment : l'analyse rationnelle et le froid calcul n'expliquent pas tout. L'émotion, les coups de cœur et l'enthousiasme que peuvent générer des œuvres d'art ou des manifestations culturelles, tout comme l'impression personnelle que produisent les artistes et les dirigeants d'organismes culturels, pèsent

dans la balance. Ce constat est encore plus important à rappeler alors que les dons provenant d'individus représentent une portion toujours plus grande de l'apport philanthropique, en culture comme ailleurs.

UNE RELATION ÉMOTIONNELLE

J'ai appris la maxime suivante au contact de mes collègues anglo-saxons qui l'appliquent avec un zèle qu'on observe peu ici : « Ask for money, you will get advice, but ask for advice and you will get money. » En effet, qui souhaiterait être constamment ravalé au rang de vache à lait, de pourvoyeur intermittent ou de pompier de circonstance à qui l'on s'adresse toujours sur le ton de la supplique – et qu'on oublie sitôt encaissé le chèque convoité? L'ère durant laquelle la relation avec un donateur ou un commanditaire se résumait à paramétrer précisément l'affichage des logos ou à gérer parcimonieusement un protocole de visibilité est bel et bien révolue. Le privé s'engagera sérieusement dans le financement des arts et de la culture dans la mesure où il y gagnera bien davantage que des occasions de visibilité ou un vague sentiment de faire sa juste part. Comme dans d'autres domaines de l'activité humaine, la qualité de la relation émotionnelle joue un rôle déterminant. Il faudra donc investir davantage de temps, d'authenticité et de créativité dans nos fréquentations des femmes et des hommes du privé que nous voulons intéresser au développement culturel. Il faut échanger, partager et s'engager en repensant et en humanisant ensemble nos vies et nos villes grâce aux arts et à la culture. ●

L'auteur est président de Culture Montréal

Dès septembre, le poète José Acquelin et l'artiste visuel Michel Depatie assureront la nouvelle chronique littéraire de *Relations*. En guise de préambule à cette collaboration, nous publions le manifeste qu'ils ont signé et lu publiquement avec les poètes Paul Chamberland et Joël Pourbaix lors d'un acte poétique à la place Gérard-Godin à Montréal, le 16 septembre 2007, dans le cadre du 13^e Festival international de la littérature. Voir : www.resisteroudisparaitre.org.

Manifeste Résister ou disparaître

Nous savons aujourd'hui que des forces de destruction nous menacent tous et, avec nous, la Terre des vivants. Ces forces sont démesurées mais c'est nous, les humains, qui sommes responsables de leur déchaînement. L'avidité, la violence et l'ignorance, volontaire ou non, sont à la source du mal.

Comme des millions de femmes, d'hommes et d'enfants de par le monde, nous refusons de nous laisser piéger dans la peur, le déni ou le cynisme. Nous répugnons à faire du néant notre pain quotidien. Chacun a reçu cette Terre en héritage et en partage le séjour, pour le meilleur ou pour le pire, avec tous les autres. Nous refusons d'être complices de l'horreur des temps présents. Nous sommes décidés à résister à tout ce qui vise à nous intimider, à nous mutiler, à nous anéantir.

Mais où trouver la force pour résister à l'obscurité des pouvoirs qui ont rendu orphelins tant de cœurs humains? Est-ce demander l'impossible? À cela nous répondons que nous avons fait le pari de donner toutes ses chances à cet impossible, afin de dégager l'avenir d'une Terre renouvelée en ses vivants et réconciliée en ses peuples.

Si le mal est en nous, le remède à la dévastation et au désespoir ne se retrouve qu'en nous. Accepter sa propre faiblesse ouvre la voie à une ferme aspiration à l'intégrité de la vie et toute sa puissance de guérison.

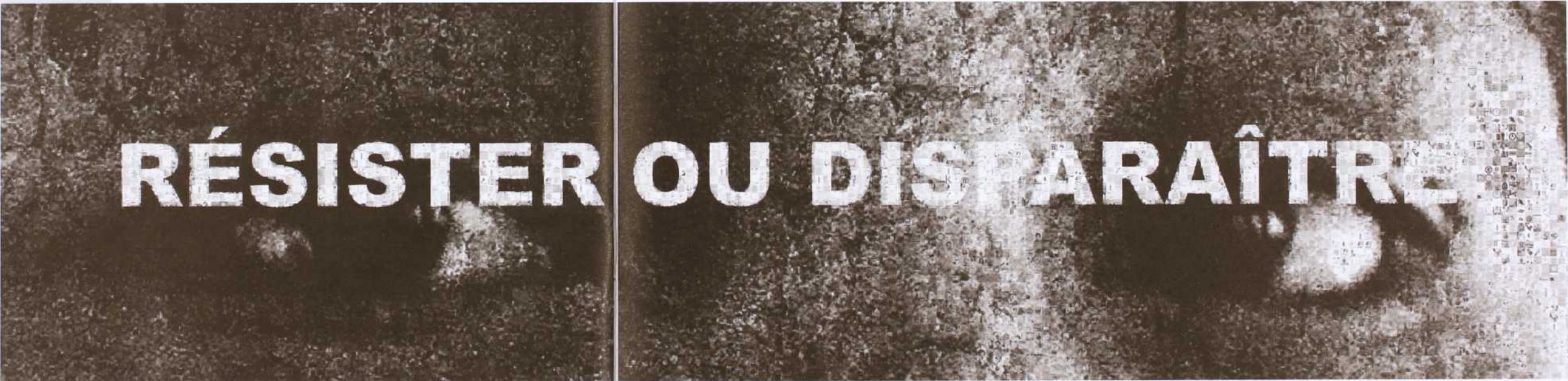
L'appât du gain, la soif de domination, la rage de soumettre ou d'anéantir celui qu'on tient pour un ennemi ne viendront jamais à bout de l'angoisse que provoque en chacun l'inévitable sentiment de sa précarité. L'humus nous précède et nous survivra. Que ça nous plaise ou non, la puissance qui nous a mis au monde et nous en fera disparaître se joue de nos bravades et de nos prétentions. Ça suffit la suffisance!

Aux forces de destruction massive nous opposons l'amour que nous savons pouvoir dégager de la mutuelle reconnaissance de notre commune détresse originaire. C'est en consentant sans réserve et avec humilité à l'aveu de notre propre fragilité que nous nous ouvrons à la vie, aux autres et à l'infini qui respire en chacun.

Un seul mot de moi à toi, de toi à moi, et l'univers reviendra battre dans nos veines. Nous n'aspirons pas à plus grand poème que l'œuvre de guérison et d'invention d'un séjour terrestre enfin accordé à la dignité et à la beauté intrinsèque de chacun. Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à pratiquer ce précepte :

Tu n'humilieras personne.

Tu parviendras ainsi au bout de ton chemin. Fais acte de tendresse gratuite : va au-devant de ce que tu n'as jamais pensé être, abandonne-toi à tout ce que tu vois ne pas être toi. Ne cache pas le soleil au soleil. Ta seule dette est envers la lumière, qui n'a jamais attendu de toi que de faire un avec elle. Tu es la mémoire de l'avenir si tu n'opposes pas ton présent à l'avenir de la mémoire. ●



RÉSISTER OU DISPARAÎTRE

Richesse et croissance en question

Entrevue avec Jean-Marie Harribey

L'économiste Jean-Marie Harribey poursuit une riche réflexion sur le développement, la décroissance, les biens publics mondiaux et la richesse. Identifié au mouvement altermondialiste, il est coprésident d'ATTAC-France depuis 2006 et maître de conférences à l'Université Montesquieu – Bordeaux 4. Il a publié *La démence sénile du capital – Fragments d'économie critique* (Édition du Passant, 2004), *L'économie économe – Le développement soutenable par la réduction du temps de travail* (L'Harmattan, 1998), *Le développement a-t-il un avenir? Pour une société solidaire et économe* (codir., Mille et une nuits, 2004) et *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste* (codir., Mille et une nuits, 2006). Profitant de son passage à Montréal, *Relations* l'a rencontré.

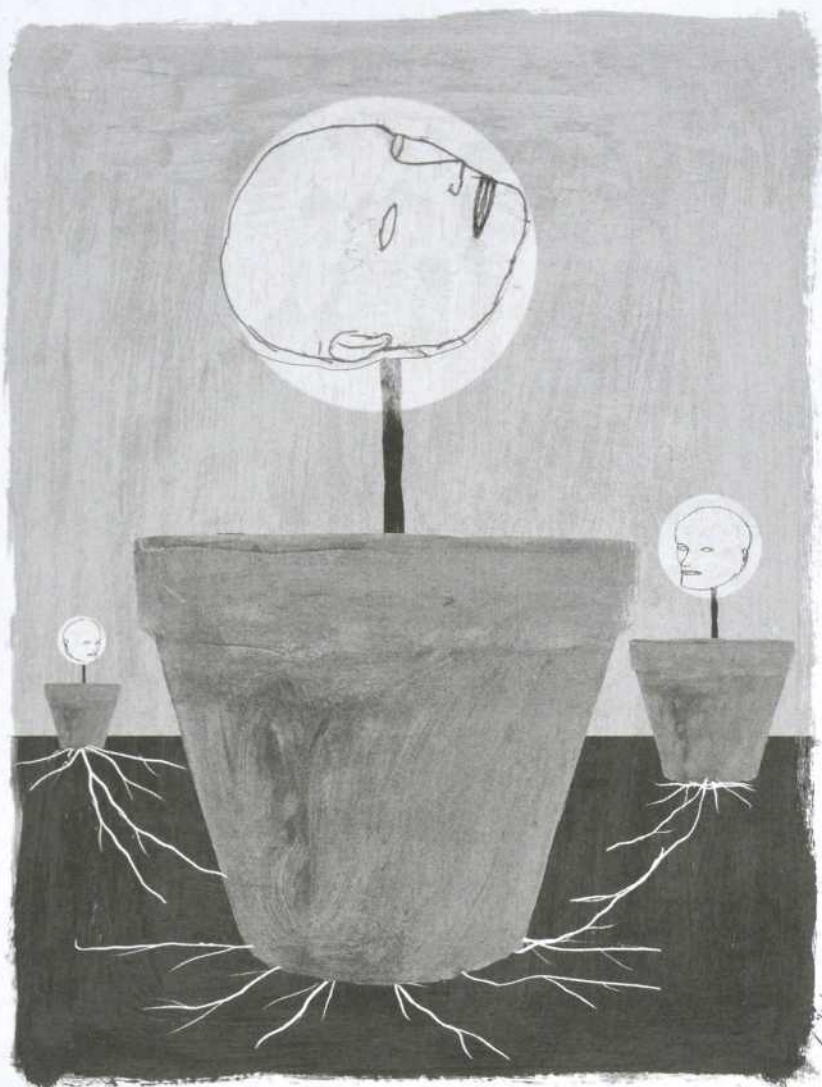
Relations : Le dogme de la croissance économique qui régit actuellement nos sociétés les conduit à une impasse écologique, les ressources de la planète n'étant pas illimitées. Parallèlement, il est de plus en plus incontestable que l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde a fait exploser les inégalités, sans abolir la pauvreté. Face à cela, un mouvement se développe en France et aussi au Québec, prônant la décroissance¹. Vous partagez certains points de vue avec cette mouvance en ne ménageant toutefois pas vos critiques. Pouvez-vous résumer votre position?

Jean-Marie Harribey : J'ai en commun avec les tenants de la décroissance la prise en compte de la grave crise écologique qui frappe la planète et les plus démunis et qui va s'aggraver si le cours actuel des choses se poursuit. Toutefois, j'insiste davantage sur la nécessité de relier cette critique écologique à la crise sociale profonde que les transformations du capitalisme contemporain ont entraînée. Encore souvent, ces deux aspects restent séparés et cela me paraît être une erreur fondamentale. Ils ne se produisent pas simultanément par hasard. Ils sont tout à fait reliés à cette dynamique complètement folle et mortifère du capitalisme qui consiste à vouloir tout soumettre à une même logique de rentabilité sans qu'aucun autre aspect de la vie en société ne puisse être pris en compte.

Je partage aussi avec les tenants de la décroissance une sévère critique du développement productiviste tel qu'il a été mené depuis deux siècles dans les pays riches dits développés et aussi, depuis quelques décennies, dans un certain nombre de pays qu'on appelle émergents. Les réalités de ce type de développement dans la période du néolibéralisme, pour ne parler que d'elle, sont bien connues avec l'imposition des plans d'ajustement structurel par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, appuyés bien sûr par les lobbys privés. Ils ont amené les pays du tiers-monde à la faillite, économique et financière, à la dégradation d'infrastructures publiques et sociales déjà fragiles et à l'explosion de la dette.

Toutefois – l'apport de Marx est ici décisif – la remise en cause du productivisme doit passer par celle des rapports sociaux capitalistes sur lesquels il est fondé. Les théoriciens de la décroissance sous-estiment ou même parfois nient un certain nombre de faits qui m'apparaissent cruciaux pour l'avenir. Je pense d'abord à l'augmentation constante de la population mondiale. Celle-ci se stabilisera sans doute seulement dans une cinquantaine d'années pour atteindre environ 10 milliards d'êtres humains. C'est 50 % de plus qu'aujourd'hui. Laisser entendre, comme le font certains, que la résolution de la crise écologique impose de réduire de moitié la population mondiale a quelque chose d'indécemment, d'inacceptable, voire de criminel. Évidemment, plus de gens signifie des besoins accrus de nourriture, de logements, de ressources, etc. On ne peut réfléchir à une décroissance, donc à une diminution de la production à l'échelle mondiale, sans prendre en compte cet aspect. La décroissance comme un slogan uniforme, quels que soient le type de production et le type de population concernée, me paraît complètement irréaliste. On parle de la production de qui, de quoi? Je suis tout à fait pour la décroissance de la production agricole intensive, de la production d'armements (1000 milliards de dépenses militaires par an) ou de publicités (600 milliards par an), par exemple. Il est clair qu'il faut passer par-là. Au fond, la question fondamentale est la suivante : est-ce qu'on peut dissocier le développement – entendu comme la satisfaction des besoins essentiels de tous les habitants de la planète, comme l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, etc. – de la croyance en une croissance sans fin de la production? La réponse, ainsi que celle de mes amis au sein d'ATTAC, est oui. Alors que pour les théoriciens de la décroissance, la réponse est non. Il n'y

1. Lire « La décroissance en débat », *Relations*, n° 699, mars 2006 et, à paraître dans le n° 727 de septembre 2008, la recension du livre *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance* (Écosociété, 2007).



Lino, *Concrescence*, 2008,
acrylique sur papier

a pour eux aucune différence entre un développement de type qualitatif, comme celui que je viens d'indiquer, et la croissance; selon leur point de vue, l'un et l'autre sont aussi néfastes. Or, il y a cinquante, soixante ans, bien avant que la crise écologique soit un enjeu planétaire, la plupart des théoriciens du développement qui s'étaient penchés sur ce qu'on appelait autrefois le tiers-monde avaient eu l'intuition – tout à fait juste – selon laquelle le développement peut ne pas être identique à la croissance.

La Chine en fournit un exemple quasiment parfait. On y observe un développement tourné vers le marché extérieur pour répondre aux besoins extérieurs... et absolument pas pour satisfaire des besoins intérieurs. On assiste ainsi à des taux de croissance économique faramineux, de plus de 10 % par an, mais à une explosion considérable des inégalités, sans parler de graves problèmes écologiques. À l'inverse, la Corée du Sud – pourtant capitaliste – a su, avec un État qui est intervenu de manière extrêmement vigoureuse (ce n'était pas le libéralisme au sens habituel du terme), impulser un développement davantage tourné vers la satisfaction des besoins intérieurs de sa population.

Un autre point important dans le débat sur la décroissance: la question de la transition. Si on veut changer nos modes de transport, nos systèmes énergétiques, notre habitat et donc notre conception de l'urbanisme, cela va prendre énormément de temps. Toutes ces transformations

vont demander des investissements colossaux durant des décennies. Je ne vois pas comment cela va être possible dans un contexte de diminution de la production. C'est difficilement envisageable. Il faut penser les transitions. Il va falloir d'abord passer par la phase que j'appelle de décélération et accepter des taux de croissance économique moindres. Dans cette phase transitoire, on devra chercher à améliorer la qualité de vie par autre chose que la croissance de la production et de la consommation, notamment par la réduction du temps de travail qui est étroitement liée à l'utilisation des gains de productivité. Tout ce débat reste à faire. Engendrés par les progrès techniques, ces gains produisent une richesse qui est actuellement accaparée par les actionnaires et non pas réinvestie du côté des salariés ou de la création d'emplois. Or, cette richesse doit être répartie autrement et l'une des pistes essentielles consiste à réduire le

temps de travail. Faire cela sans réduction des salaires et avec embauche oblige à modifier la répartition des revenus car on ponctionne alors les profits. C'est pour ça que tous les patronats (incarnés aujourd'hui par un Sarkozy en France et un Lucien Bouchard au Québec qui nous disent de travailler plus) ont toujours été, depuis le XIX^e siècle, beaucoup plus réticents à lâcher là-dessus que sur les salaires.

Rel. : Au Québec comme en France, on nous dit qu'on ne crée pas assez de richesse... Vous êtes de ceux qui croient qu'il faut imposer une toute autre conception de la richesse.

J-M. H. : En effet, la conception de la richesse que nous impose le capitalisme est fondée sur l'idée que la seule richesse légitime est celle qui se vend sur le marché. En termes politiques, cela veut dire qu'il faut éliminer tous les services publics, les services non marchands fournis par l'État, les municipalités, l'administration publique et le secteur non-lucratif de manière générale – tous jugés parasitaires et inefficaces – pour donner une plus large part à la production marchande. Celle-ci est, selon le dogme dominant, la seule manière d'améliorer le bien-être humain. Voilà qui résume la logique... On voit bien l'enjeu politique qu'il y a à défendre des services publics de qualité et une protection sociale accessible à tous.

Depuis cette entrevue, une grave crise financière mondiale s'est confirmée (lire p. 5). À la source de ces crises à répétition : le fait que les entraves à la circulation des capitaux ont été abolies, pavant la voie à l'irresponsabilité sociale des entreprises, à la spéculation et aux krachs qui ébranlent l'économie, les salariés et les plus pauvres. Pour revendiquer la fin de cette liberté de circulation des capitaux et la remise sous contrôle public du système bancaire, Jean-Marie Harribey et Frédéric Lordon ont lancé, avec une cinquantaine d'économistes, la pétition européenne « Spéculation et crises : ça suffit! ». Voir : <www.stop-finance.org> et <www.france.attac.org>.

Or, la richesse sociale est composée, certes, de richesse marchande mais aussi de richesse non marchande et même d'une part qui n'est pas monétaire : c'est tout le travail bénévole, notamment celui des femmes, qui est colossal. Si celui-ci disparaissait, peut-être que tout le reste s'effondrerait.

Ce n'est qu'en posant les problèmes ainsi que l'on peut véritablement saisir l'enjeu écologique d'aujourd'hui parce que la nature échappe largement au domaine marchand. On ne va pas marchandiser la lumière du soleil. Malheureusement, on a déjà en partie marchandisé l'eau et peut-être qu'un jour on marchandisera l'air. Si on arrivait à cette extrémité, ça voudrait dire que le capitalisme aurait trouvé un nouveau champ d'activités lucratives considérable! En développant bien une conception de la richesse qui met l'accent aussi sur la richesse non marchande, voire non monétaire, on intègre la dimension sociale à travers la prise en compte de tous les espaces non marchands mais qui coûtent (le système public d'éducation ou de santé, c'est non marchand, mais ça coûte). Ça veut dire aussi qu'il faut accepter qu'une part de la richesse soit socialisée. Le fait que les sociétés aient été capables, malgré la pression capitaliste, d'imposer l'existence d'un espace dans lequel la richesse est socialisée est une épine dans le pied du capitalisme.

Rel. : La reconnaissance de l'existence de biens publics mondiaux est essentielle à vos yeux pour faire avancer l'idée de taxes globales. Quel est l'état des lieux sur cette question?

J-M. H. : Il y a tout un travail à faire au niveau du droit international pour faire reconnaître qu'il existe un certain nombre de biens – qu'ils soient naturels comme l'eau ou produits par les êtres humains, comme les connaissances ou les systèmes de santé publics – qui appartiennent à l'humanité entière et sont donc des biens publics mondiaux. Ceux-ci ne doivent pas faire l'objet d'une appropriation privée, d'où la bataille contre la privatisation de l'eau ou le brevetage du vivant (gènes, plantes, semences, etc.).

Si on veut qu'il y ait des biens publics mondiaux accessibles à tous, non privatisés, il faut des financements globaux – d'où l'idée de taxes globales. Celles-ci porteraient sur les transactions financières (une idée qu'ATTAC et d'autres groupes portent depuis plusieurs années pour contrer la spéculation massive et financer le développement) mais qui peuvent porter aussi sur un certain nombre d'autres domaines comme une taxe sur le carbone, sur les transports (par exemple la taxe sur les billets d'avion, insuffisante, mais qui commence à être mise en place), sur les ventes d'armes, sur les déchets nucléaires, etc. Bref, il s'agit d'imposer des taxes dissuasives sur un certain nombre de productions nuisibles ou trop dégradantes pour l'environnement, toujours dans la perspective de trouver des ressources mondiales pour protéger ou produire les biens publics mondiaux. De la même manière, il faudrait pouvoir fixer des taxes uniques sur les bénéfices des grandes sociétés une fois établi un bilan consolidé de l'ensemble des bénéfices réalisés par leurs diverses filiales. Car à l'heure actuelle, les multinationales ont la possibilité de canaliser et de déclarer des bénéfices là où il n'y a pas ou peu d'impôts. Cela porterait un dur coup aux paradis fiscaux qui perdraient ainsi leur raison d'être.

Dans la mesure où des organismes comme l'ONU, voire la Banque mondiale elle-même reconnaissent aujourd'hui l'existence de biens publics mondiaux et commencent à accepter l'idée de taxations globales, il faut accentuer la pression. S'il y a encore trop peu d'avancées, c'est notamment dû au fait qu'il n'y a pas d'autorité mondiale à même d'en

Le fait que les sociétés aient été capables, malgré la pression capitaliste, d'imposer l'existence d'un espace dans lequel la richesse est socialisée est une épine dans le pied du capitalisme.

imposer. La crise financière liée aux hypothèques à risque aux États-Unis montre bien la nécessité d'une autorité bancaire et financière mondiale sur laquelle les autorités politiques auraient la main. Il est urgent d'amorcer une réforme profonde des institutions financières internationales et de l'ONU qui pourrait jouer le rôle d'une instance démocratique sous l'autorité de laquelle ces institutions seraient placées et qui pourrait fixer des cahiers de charges qui mettent le respect des droits humains au premier rang, assortis de sanctions en cas de violation.

Mais si on voulait d'une telle instance qui jouerait véritablement son rôle, ça voudrait d'abord dire revenir sur la liberté de circuler accordée aux capitaux, liberté qui constitue l'un des fondements du capitalisme financier et qui fragilise presque quotidiennement le monde par les risques financiers qui sont courus. Il faut un frein sévère à cette liberté dont l'octroi a été le coup d'envoi du capitalisme néolibéral.

ENTREVUE RÉALISÉE PAR CATHERINE CARON

SOIRÉES ReLations SUR DVD

**Le 25^e anniversaire
du Centre justice et foi**
(10-03-2008)

L'eucharistie au cœur du monde
(28-01-2008)

**Le débat sur les régions au Québec :
centre vs périphérie**
(19-11-2007)

**Comment conjuguer foi et engagement
citoyen dans la société québécoise?**
(29-10-2007)

L'envers de la croissance chinoise
(17-09-2007)

**Religions et espace public : Quels droits
et au nom de quels fondements?**
(16-04-2007)

**Du maintien de la paix à la militarisation :
le rôle du Canada dans le monde?**
(12-03-2007)

**Médias et concentration :
quels contre-pouvoirs?**
(19-02-2007)

**Quel syndicalisme pour un monde
du travail en mutation?**
(22-01-2007)

ACHAT : 15 \$ (TAXES ET FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS)

Contact : Christiane Le Guen au Centre justice et foi au 514-387-2541
ou par courriel : cleguen@cjf.qc.ca.

Pour plus d'information sur les soirées et la liste complète : www.cjf.qc.ca/soirees_relations/cassettes.

ReLations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$

À l'étranger (un an) : 45 \$

Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)

par téléphone : 514-387-2541

par télécopieur : 514-387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

Ginette Thibault

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

www.revuerelations.qc.ca

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de Relations) ☐
ou par Visa ☐

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

Anniversaire

TEXTE : YING CHEN

ILLUSTRATION : ZOHAR

Le 22 avril 2008

Mon fils,

Dans quelques semaines, ce sera ton dixième anniversaire – une grande fête pour notre famille. Il n'y a pas une journée, pas une minute où je ne pense à toi. Toute ma vie je n'aurai pas connu, j'en suis certaine, d'amour plus vrai, plus durable. Je vois réuni en toi le meilleur de ton père et de moi. Je ne trouve pas les mots qui suffiraient à exprimer ce que je ressens en ce moment : cette joie, cette tendresse infinie, cette admiration pour ta beauté, ta candeur, ta vivacité, ton humour, ta générosité naturelle, et cette gratitude envers toi qui m'as donné tant d'amour et de confiance, ces dix années de bonheur inouï. Avant, je pensais que je ne voudrais pas vivre sans Bach, Mozart, Proust, Monet, etc., sans tous ces esprits capables de m'élever. D'innombrables facteurs concourent à éteindre notre flamme, comme de grands coups de vent, ou à consumer notre jeunesse et à nous miner de l'intérieur, à petit feu. Nous, les adultes, devenons donc chaque jour un peu diminués, nous mourons un peu tous les jours. Mais maintenant ton existence seule suffit à me retenir en vie, ta croissance suffit à me consoler de mon vieillissement.

Ton destin me préoccupe. Il m'est impensable de donner la vie sans donner le bonheur. Pourtant, le bonheur est une seconde vie, bien plus déterminante que la première, qui ne se donne pas, qui échappe au pouvoir des parents, qui s'apprend seulement, mais qui illumine la première vie élémentaire, lui donne un sens et la prolonge. Cette seconde vie est à la fois difficile et accessible. Commentant le théâtre de Maeterlinck, Rilke dit ceci : « Même si nous n'avons qu'une influence très réduite sur bien des événements extérieurs, nous exerçons une action toute puissante sur ce que ces événements deviennent en nous-mêmes... » Il s'agit donc de « désarmer constamment la destinée en la conquérant à chaque instant ». Je prie que tu aies cette force et que tu renaisses de toi-même.

Dans le même article, Rilke mentionne un livre de Maeterlinck, *La vie des abeilles*, que je n'ai pas encore lu, mais que je veux absolument trouver un jour. Un tel auteur doit occuper une place dans la bibliothèque familiale. Dans ce livre étrange, il constate que le souci et le travail de la communauté des abeilles, avec ou sans conscience, quelle que soit la fonction de chacune, visent uniquement à assurer et à préparer l'avenir, l'existence des générations futures. C'est ce que Rilke appelle « l'esprit de la ruche ». Cet esprit, la Terre et la communauté humaine en ont aussi grand besoin, à cette époque où l'individualisme atteint son comble, où « vivre au présent » devient un slogan triomphant, déguisé en sagesse, mais vulgarisant et interprétant mal des notions anciennes. Cette course contre le temps dans laquelle nous

sommes engagés malgré nous, cette agitation, ce piège matériel réduisent notre vie première et nous empêchent d'accéder à une vie plus profonde. Tant de fois, surtout le vendredi après-midi, nous avons remarqué que les vacanciers klaxonnent, roulent en zigzag, ouvrent parfois la fenêtre de leur auto pour se lancer des injures et entrent même en collision. Tout cela pour gagner, ironiquement, quelques minutes de plus dans une campagne paisible, pour mieux « vivre au présent », pour « faire » plus. Encore plus curieusement, il y en a qui se pressent même pour se donner plus de temps à méditer ! Comme s'il fallait chercher ailleurs l'objet de méditation plutôt que dans la vie elle-même qui s'écoule en toute forme sous nos yeux, entre nos mains et dans notre corps. Comme s'il fallait mourir, sortir de la vie pour entrer dans l'état méditatif. Cependant, cette impatience, cette exigence pour l'efficacité est la preuve que l'esprit reste fortement conditionné par le temps et par l'espace. Cette attitude n'a rien à voir avec « l'être au moment présent » du Tao, où il s'agit de contemplation de l'instant qui passe, d'oubli de soi dans ces grandes plages de



temps, dans le rien, jusqu'à l'harmonisation de soi avec l'entourage et l'environnement.

Dans des lettres précédentes, je t'ai parlé de tout et de rien. J'ai écrit, un peu au hasard, comme on se promène, sur le calme intérieur, la nécessité du silence et du recul, la culture d'un regard à la fois sensible et détaché, nos rapports avec la Chine qui nous hante de loin, Rilke, la surface et la profondeur des océans, la vérité au pluriel, ta

naissance et le sens d'être mère, la faille de l'existence, l'importance de la pensée positive et du contentement. Cette fois, je veux te rappeler que vivre n'est pas synonyme de faire, que tout n'est pas quantitatif, que vivre, c'est d'abord «être». Je t'ai confié des réflexions inspirées par nos promenades au bord de la mer et ailleurs, par les pertes que tu as déjà subies et la sensibilité que la vie t'a apprise – tu sais déjà «pleurer dans le cœur», comme tu dis – et par ta simple présence quotidienne. Elles révèlent ta nature contradictoire, ton caractère, les forces et

les faiblesses qui te sont propres mais sont aussi un peu les miennes, que je peux donc prétendre connaître en profondeur et qui me font entrevoir vaguement tes futurs succès et obstacles. Un seul motif, je dirais même une seule passion – voire «l'esprit de la ruche» – a animé ces lettres : mon immense désir d'assurer ton bonheur et mon espoir en l'avenir de l'humanité, celui que tu incarnes avec tes contemporains, dans ta vie ascendante, confiante et lumineuse. ●



Zohar, *Bois de grève - Naissance du paysage*, 2008

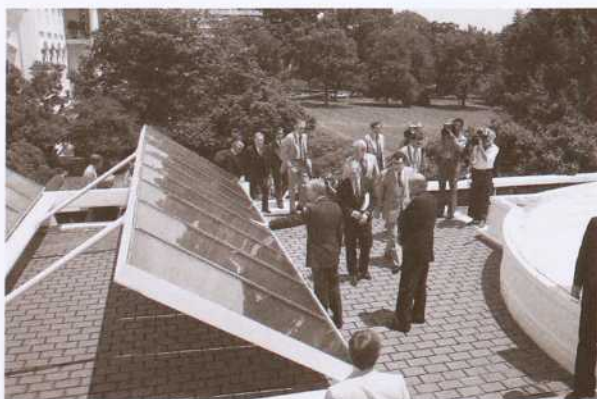
DÉSOLÉ, PLUS D'ESSENCE

LOUISE DIONNE

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

Düsseldorf-Wuppertal, échangeur lors d'interdiction de conduite, Allemagne, 15 novembre 1973. Photo: © KPA/dpa.

Le Président américain Jimmy Carter inaugure les panneaux solaires de la Maison-Blanche, 20 juin 1979. Photo: © Jimmy Carter Library.



Octobre 1973, après la guerre du Kippour, durant laquelle les troupes égyptiennes et syriennes lancent une offensive pour reconquérir les territoires occupés par Israël depuis 1967, 11 pays arabes producteurs de pétrole interrompent leurs livraisons aux pays alliés d'Israël. Il s'ensuit une crise pétrolière sans précédent, créant un état de panique dans l'ensemble des pays industrialisés. Le prix du baril de pétrole passe de 2,59 \$ en octobre 1973, à 11,65 \$ en janvier 1974 (ce qui équivaldrait à 101 \$ en 2008). Cette crise marque la fin des Trente glorieuses, soit la longue période de croissance économique qu'ont connue les pays occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale.

L'exposition 1973: Désolé, plus d'essence, qui se déroulait l'hiver dernier au Centre canadien d'architecture (CCA), était une occasion d'examiner les enjeux écologiques actuels à la lumière des réactions à la crise pétrolière des années 1970. Bien entendu, les solutions en matière d'architecture et d'urbanisme y étaient centrales, mais les réponses sociales, politiques et économiques à cette crise énergétique y occupaient une bonne place. L'exposition est terminée, mais le catalogue en offre un fidèle compte-rendu (voir: <www.desoleplusdessence.org>).

D'un point de vue politique, dès novembre 1973, la crise contraignait de

nombreux dirigeants à prendre des mesures d'austérité. Même le président républicain Richard Nixon appelait à la mise en place d'un contrôle des prix, de programmes d'économie d'énergie et de soutien à la recherche. Cela n'a pas duré; l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et la stabilisation des prix y ont mis fin. Le CCA exposait un des capteurs solaires installés sur le toit de la Maison-Blanche par le président Jimmy Carter, que son successeur, Ronald Reagan, s'est empressé de démanteler.

Les réactions des Étasuniens, plus grands consommateurs de pétrole au monde, occupaient une grande place dans cette exposition. Leur dépendance envers le pétrole étranger était et demeure importante puisqu'ils ne disposent que de 3 % des réserves mondiales connues. L'état de panique de l'époque ne semble pas les avoir affectés suffisamment pour leur faire changer d'attitude. Aujourd'hui, les Étasuniens consomment quotidiennement près de 21 millions de barils de pétrole. Depuis 1970, leurs importations pétrolières sont passées de 10 % à 65 % à la fin de l'année 2004. Les conséquences politiques et environnementales de cette dépendance et ses effets néfastes pour les populations des pays producteurs de pétrole sont du reste notoires.

Pourtant, au cours des années 1970, la mise en vigueur de mesures sociales et économiques comme les programmes d'économie d'énergie ou le soutien à la recherche était une voie bien plus bénéfique pour tout le monde. Des groupes ont proposé de nouvelles technologies, en matière d'autosuffisance énergétique notamment, et des modes de vie alternatifs. Ils ont développé des projets d'aménagement de bâtiments et de communautés en milieu urbain. Ils ont proposé des systèmes d'habitation intégrés prenant en compte plu-

sieurs aspects tels que la production alimentaire, la gestion des déchets, le transport, etc.

La plupart de ces projets sont demeurés à l'état expérimental, à l'exception de ceux liés à l'énergie éolienne – l'énergie solaire demeurant trop chère, bien que celle-ci ait été étudiée dès le début du XX^e siècle. Ces architectes, ces ingénieurs, ces chercheurs et ces écologistes ont toutefois ouvert la voie à de nouvelles façons d'appréhender notre environnement.

Malheureusement, 35 ans plus tard, il est clair que la volonté politique n'est pas au rendez-vous. Les projets à caractère écologique ont peine à être soutenus par les gouvernements ou les municipalités. Ces visions alternatives sont trop souvent perçues comme des



gadgets d'écologistes. Cela rejoint le peu d'intérêt des gouvernements à répondre aux conclusions, de plus en plus alarmistes, des groupes environnementaux (voir les récents rapports du GIEC). Il en va de même du refus des États-Unis d'adopter le Protocole de Kyoto ou du manque de volonté du Canada de correctement le mettre en œuvre. Pourtant, l'urgence d'agir est plus criante que jamais, car au prix élevé du pétrole – rappelons qu'en mai dernier le prix du baril de pétrole atteignait 132 \$US –, s'ajoute la pénurie de la ressource et les catastrophes environnementales appréhendées. ●

DVD

PAYSAGES FABRIQUÉS

RÉALISATION: JENNIFER BAICHWAL
PRODUCTION: ONF/MERCURY FILMS INC./FOUNDRY FILMS INC., CANADA, 2006, 90 MIN.

Lauréat du prix Génie du meilleur documentaire canadien en 2006, le documentaire de la cinéaste Jennifer Baichwal, *Paysages fabriqués*, suit Edward Burtynsky en Chine où il photographie l'impact de l'activité humaine sur l'environnement naturel. Ce documentaire s'inscrit ainsi dans la continuité de l'œuvre artistique d'Edward Burtynsky, ce photographe de renommée internationale qui immortalise les paysages dévastés par l'industrialisation. Mines, usines, ports, marécages, dépotoirs, réservoirs, décharges publiques, sites de recyclage et enchevêtrement des autoroutes composent son univers. Bien entendu, l'être humain est au cœur de cette dévastation: il la produit, mais aussi il la subit.

La première scène «déferle» littéralement le long du plancher d'une usine où les rangées des travailleurs s'étendent sur plus d'un kilomètre. Ce plan-séquence interminable donne le vertige tant par le glissement de la caméra entre ces rangées que par l'uniformité gestuelle et vestimentaire des travailleurs. Les scènes suivantes sont consacrées à un projet tout aussi grandiose: elles dépeignent la construction du plus grand barrage au monde, soit le barrage des Trois-Gorges, qui s'étend sur 2309 mètres en longueur et qui a nécessité le déplacement de plus d'un million de personnes ainsi que le démantèlement de treize villes. Ce sont d'ailleurs ces habitants évincés qui sont embauchés pour détruire leur propre ville. Ici, la double force de la cinéaste et du photographe est d'avoir réussi à capter des images de cette destruction apocalyp-

tique, produit immédiat d'une foule humaine à l'œuvre. Il faut dire que le besoin en énergie est pressant. La Chine se transforme et il lui faut générer de l'électricité rapidement et abondamment. Enfin, les dernières scènes tentent de rendre compte de l'impact de toute cette activité frénétique sur le paysage chinois, tant naturel que social. Ce faisant, la caméra transporte le spectateur à Shanghai, la ville la plus touchée par cette transformation. L'urbanisation y a vite englouti les champs environnants et les gratte-ciel y ont été érigés à même les décombres des bâtisses traditionnelles, y compris celles qui faisaient partie du patrimoine historique chinois. Les personnes âgées en sont chassées pour céder la place aux jeunes.

Mais si le documentaire prend place en Chine, il ne manque pas de souligner la participation de tout un chacun à la frénésie industrielle que vit cette contrée lointaine. Comme en témoigne l'employée d'une usine en pleine croissance, avec le ton monocorde de la propagande, l'entreprise qu'elle représente, à l'instar de la majorité des entreprises chinoises, écoule ses produits dans plus de soixante pays dans le monde. Une ouvrière de la même usine est fière de montrer sa dextérité: elle assemble au-delà de 400 articles par jour, sans heures supplémentaires; ce qui revient à dire que le prix de l'article est bas... Et qui parmi les spectateurs que nous sommes n'a jamais acheté un article pour son bas prix? Mais là ne s'arrête pas notre participation à tout cela. Pour produire, les usines chinoises ont besoin de matières premières et de matières récupérées à même les déchets industriels qui sont souvent hautement toxiques et proviennent d'ailleurs. Sous le regard de Burtynsky, ces matières composent des tableaux parfois saisissants, entre horreur et beauté, réalité et abstraction. D'image en image, c'est le reflet conscient de toute une humanité installée inconsciemment dans son confort qui apparaît, puisque comme le précisent les premières phrases du documentaire, la

destruction de la nature n'est pas indissociable de notre propre destruction. Toutefois, fidèle à la démarche artistique de Burtynsky, ce film ne se veut pas une prise de position qui s'imposerait au spectateur, mais plutôt un constat visuel qui l'invite à une réflexion portant sur les complexités de notre réalité moderne. ●

OSIRE GLACIER

Photos: Edward Burtynsky



Photo: Sanjay Mehta

PENSER LE DIALOGUE

Jacques Grand'Maison
POUR UN NOUVEL HUMANISME
 Montréal, Fides, 2007, 204 p.

Jacques Grand'Maison s'est toujours intéressé aux grandes questions de société et d'Église. Dans ce livre qui, de ses propres dires, est peut-être son dernier, il parle avec un ton plus personnel de son cheminement intellectuel et spirituel. C'est ce qu'il fait plus particulièrement dans l'avant-propos.

Ensuite, ce théologien de la vie sociale se tourne inévitablement vers les grands problèmes de notre monde. Dans la première partie de son livre, il

propose l'idée d'un nouvel humanisme, c'est-à-dire la promotion de l'*humanum*. Grand'Maison appelle à la formation d'une société fondée sur le partage et le respect mutuel où coopèrent tous les humains, chacun suivant l'inspiration tirée de sa propre tradition éthique – que celle-ci soit religieuse ou laïque. Son idée me rappelle l'énoncé de Vatican II : « Nous sommes donc les témoins de la nais-

sance d'un nouvel humanisme; l'humain s'y définit avant tout par la responsabilité qu'il assume envers ses frères et sœurs et devant l'histoire » (*Gaudium et spes*, n° 55). Grand'Maison est convaincu que chaque grande religion est porteuse de valeurs qui l'obligent à s'engager au service de l'humanité et à coopérer avec les concitoyens inspirés par une tradition laïque.

Dans la deuxième partie, l'auteur montre comment le christianisme a évolué dans sa compréhension de la relation qu'il entretient avec la société. Il en arrive à la position de Vatican II selon laquelle l'Église est appelée par Dieu à être au service du bien commun de l'humanité. En lisant les textes publiés par la Conférence mondiale des religions pour la paix, on voit d'ailleurs clairement qu'il existe un courant humaniste dans toutes les religions. Or,

une conception étroite de la laïcité exige que les croyants participant à la vie de la société mettent leur foi entre parenthèses et la taisent dans la sphère publique. Grand'Maison propose plutôt une laïcité ouverte qui encourage une coopération civique et permet à tous de manifester leurs valeurs en public – que ces dernières soient laïques ou religieuses.

Je me réjouis de la suggestion que Grand'Maison présente dans son épilogue et qui veut que le temps soit venu d'établir un nouveau dialogue entre croyants et non croyants. Non pour se disputer et se convaincre l'un l'autre, mais pour parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et faciliter la coopération au service du bien commun. Un tel dialogue est déjà amorcé, entre autres, dans des lieux comme le Centre justice et foi et le Centre culturel chrétien de Montréal, où des penseurs non croyants sont invités à converser avec des croyants pour les aider à voir plus clairement leur rôle dans la société moderne. Que cette suggestion de Grand'Maison porte fruits!

GREGORY BAUM

MUTATIONS DU TRAVAIL

Rolande Pinard
**LA RÉVOLUTION DU TRAVAIL.
 DE L'ARTISAN AU MANAGER**
 Montréal, Liber, 2008 (réédition),
 437 p.

Cette réédition de l'ouvrage de Rolande Pinard dénote l'intérêt de comprendre la réalité actuelle qui semble nous glisser entre les mains alors que se multiplient les pertes massives d'emplois, la précarisation et les lois antisyndicales. Ce livre figure parmi les rares ouvrages québécois récents qui portent un regard sociologique sur les profondes transformations du monde du travail – et non un regard gestionnaire, selon la tendance dominante. C'est d'ailleurs en prenant le contre-pied de l'approche gestionnaire que l'auteure analyse les mutations

historiques du travail salarié ainsi que celles du mouvement social qui a émergé avec lui: le mouvement ouvrier.

L'ouvrage repose sur une enquête sociologique et historique qui retrace la genèse des transformations du sens du travail en cherchant à comprendre ce qui peut amener des gestionnaires et des syndicalistes à voir l'intégration croissante de la dimension « managériale » au monde travail comme un signe de démocratisation. L'auteure nous explique, en examinant diverses périodes historiques, comment un concept présenté aujourd'hui comme un terme neutre, celui d'« organisation », s'opérationnalise à travers les transformations mises en place par l'entreprise capitaliste et son *management* – d'abord unilatéralement puis de façon conflictuelle ou coopérative avec les syndicats.

Pinard montre comment les syndicats sont devenus, en quelque sorte, le reflet de l'organisation de l'entreprise. Ils ont permis des gains au plan économique et des conditions de travail pour leurs membres pendant une période, jusqu'à ce que le miroir – qui engendrait une illusion de stabilité – se brise. L'emploi stable ne se voulait qu'un passage dans la version du capitalisme que préconisent les entreprises.

Le propos est dense et complexe. L'analyse montre non seulement le ver-



sant émancipateur des droits obtenus par les luttes ouvrières (aujourd'hui fragilisés), mais aussi le versant managérial de l'emploi « organisé » par le *management* de l'entreprise. L'une des

ABSURDE GUERRE

Rawi Hage
PARFUM DE POUSSIÈRE
 Québec, Alto, 2007, 351 p.

faiblesses de l'ouvrage est toutefois de ne pas avoir analysé les mutations du travail en tenant compte des rapports de domination entre les sexes. Comme l'auteur le dit elle-même en avant-propos, elle a écarté cette importante dimension étant donné l'ampleur de la démonstration à faire et parce que «le mouvement ouvrier s'est construit, au XIX^e siècle, en excluant les ouvrières, vues comme venant dévaloriser la force de travail des ouvriers». Or, il nous semble qu'il existe une imbrication des divers types de rapports sociaux dans la sphère du travail (qui se manifeste dans le mouvement ouvrier et syndical mais aussi dans l'organisation technique et l'encadrement juridique du travail). Cette imbrication ne saurait être saisie en fragmentant l'analyse des rapports de classe de celle des rapports de sexe – à laquelle il faut aussi ajouter celle de la «racialisation».

Même s'il ne propose pas de solutions toutes faites, le regard de Rolande Pinard éclaire le débat sur les défis du syndicalisme face aux mutations actuelles du travail. Elle voit un leurre autant chez les nostalgiques d'un «vrai» syndicalisme que chez ceux qui considèrent la participation des travailleurs à la gestion comme une démocratisation. Elle parle de la réduction inéluctable du travail, orchestrée par l'organisation capitaliste, et de l'emploi réservé comme un «privilège» à un noyau dur de travailleurs devant s'inféoder totalement à l'entreprise. Son enquête débouche sur un constat : «la perte irréparable à laquelle nous sommes exposés comme êtres humains et citoyens n'est pas celle du travail, mais celle de notre capacité d'action, expression de la liberté». Son livre appelle à une réappropriation de cette capacité collective.

LOUISE BOIVIN

Bassam et Georges, deux amis d'enfance, ont grandi ensemble durant la guerre civile libanaise. Chacun des deux personnages incarne une attitude face à la guerre. Alors que Georges tombe dans sa logique meurtrière, Bassam rêve d'y échapper, rêve d'un ailleurs meilleur, même au prix de renier sa patrie.

Pour échapper à l'ennui d'un quotidien dénué d'avenir, dans une ville poussiéreuse, pestilentielle, déchiquetée par les bombes et hantée par la mort, Georges fait les quatre cent coups, dans lesquels il entraîne Bassam. Voler de l'essence, vandaliser des voitures, brandir des revolvers pour se donner des airs de durs devient leur pain quotidien. Puis, les jeux d'enfants cèdent la place aux jeux de guerre : les jeunes hommes se mettent au trafic de la drogue et de l'alcool, au vol des caisses d'un casino. Les revolvers pointent leur canon sur les tempes plutôt que dans les airs. La violence mène à la violence dans un cycle infernal de vengeance. Le chaos et l'absurdité de la guerre cautionnent progressivement les agissements de nos héros.

Peut-on alors vraiment parler de héros? En effet, selon Rawi Hage, l'auteur de *Parfum de poussière*, la guerre n'est pas affaire de héros. Elle fait ressortir le plus odieux chez les hommes : une désinvolture face à la mort, une indifférence face à la souffrance des autres. L'instinct de survie pousse aux actes les plus barbares. Chacun cherche à sauver sa peau, même s'il faut sacrifier celle des autres.

Rawi Hage est né à Beyrouth, qu'il a quitté en 1982. Également photographe, il était l'artiste invité du numéro de novembre 2003 de *Relations*. Son roman nous arrive au Québec couvert d'honneurs. Sa version originale anglaise, *De Niro's Game*, a obtenu de

nombreux prix littéraires, dont le prix Hugh MacLennan et le prix McAuslan.

Pétrie de brutalité, la plume de Hage a la qualité indéniable de traduire l'absurdité de la guerre – ce qui lui a valu d'être encensée par la critique. Avec ses phrases au rythme essoufflant, avec ses métaphores touffues, son vocabulaire



crasse et sa poétique de la violence, *Parfum de poussière* témoigne de l'horreur d'une guerre atroce qui a fait 150 000 morts, 17 000 disparus et des centaines de milliers d'exilés et de déplacés.

Même lorsqu'il est question de vie quotidienne, les descriptions de Hage sont d'une crudité inouïe. «Le lendemain matin, j'avais rendez-vous avec Georges au coin de la rue, devant la boucherie Chahine. Une file de femmes attendait de la viande. À l'intérieur pendaient des chèvres privées de peau. Viande rouge, viande blanche : elle tombait du ciel, coupée en morceaux, écrasée, martelée, découpée, hachée, enfournée dans des sacs en papier et tendue aux femmes qui faisaient la queue, femmes en noir aux visages mélodramatiques et peinturlurés, avec leur posture soumise de grenouilles de bénitier, leurs visions d'horreur, leur faim cannibale de chair crucifiée, leurs crampes menstruelles de saintes vierges, leurs positions hermétiques de castrées, à la merci du couteau de bouchers incultes. Du sang de bête coulait par terre. Des mouches à tête rouge se promenaient partout. Les couteaux du boucher paraient sur les



murs jaunis, maculés. Comme les bombardements avaient cessé, les femmes étaient sorties de leur trou pour aller chercher de la viande tendre à mettre sous la dent de leur mari chômeur, avec laquelle farcir leur ventre enflé» (p. 29).

Mais les mêmes qualités qui font de ce livre une œuvre réussie en rendent la lecture difficile, parfois pénible. Lorsque les innocents comme Bassam deviennent des tueurs sans merci, lorsqu'il ne leur reste plus une seule once d'humanité, lorsqu'il n'y a plus que l'absurdité de la violence, la lecture devient étouffante. La description du massacre de Sabra et Chatila compte probablement parmi les pages les plus violentes que la littérature contemporaine ait produites. Cœurs sensibles s'abstenir!

MIRIAM FAHMY

FEMMES PRÊTRES

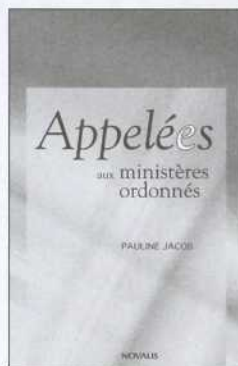
Pauline Jacob

APPELÉES AUX MINISTÈRES ORDONNÉS

Montréal, Novalis, 2007, 275 p.

Nous disposons de peu de livres en français sur la question de l'ordination des femmes dans l'Église catholique romaine, encore moins de livres accessibles au grand public. Celui-ci, bien que le fruit d'une thèse doctorale, répond à l'attente. Son point de départ et son approche en font l'originalité: les récits vocationnels de quinze femmes qui aspirent au ministère presbytéral et leur exposition à une analyse du discernement vocationnel en continuité avec la Tradition, sinon les traditions, de l'Église. Le critère de l'identité sexuelle qui, seul, explique leur exclusion de ce ministère sacramentel en ressort de manière encore plus troublante, autant sur le plan théologique que pastoral.

L'auteure procède d'abord en établissant, à partir de leurs récits, l'appel aux ministères ordonnés que vivent ces



baptisées (chap. 1) – des agentes de pastorale, âgées de 32 à 69 ans, provenant de six diocèses de l'Église du Québec. En plus de l'appel intérieur qu'elles discernent, leurs convictions d'être appelées à l'ordination se trouvent confirmées par leurs proches et leurs communautés.

L'expérience ministérielle de ces femmes s'inscrit dans le contexte socioculturel et ecclésial des dernières décennies au Québec (chap. 2). L'auteure s'arrête à des événements et courants de pensée: la conscience féministe et la pratique de l'égalité entre les hommes et les femmes dans notre culture; le cheminement et l'accession de femmes à la prêtrise dans l'Église anglicane du Canada; l'affirmation de groupes et d'associations en faveur de cette ordination; l'ordination de baptisées, par des évêques catholiques, dans des Églises locales en manque de ministres (comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie au cours des années 1970 et comme ce l'est, depuis 2002, pour une cinquantaine de femmes catholiques romaines en Europe, aux États-Unis et au Canada).

Ces appels de baptisées aux ministères ordonnés rencontrent-ils les fondements théologiques du discernement vocationnel dans l'Église (chap. 3)? L'auteure dégage de nombreux points de convergence en ce qui concerne l'appel intérieur et les dispositions personnelles. Là où se situe la différence, c'est par rapport à l'appel extérieur: la validation de la vocation par l'Église officielle, c'est-à-dire le clergé. «L'institution ecclésiale ne s'autorise à évaluer et à confirmer que des appels d'hommes» (p. 175). L'évêque local n'examine que les demandes des candidats (ce que faisaient aussi les

évêques anglicans jusqu'au jour où le Primat de cette Église au Canada, le regretté E. W. Scott, ne s'est plus cru autorisé devant Dieu à refuser d'examiner la demande d'une baptisée). Or, l'Église ancienne accordait à la communauté et à l'évêque (en tant que pasteur de cette dernière) une préséance pour la réception et la confirmation des vocations – préséance que les femmes de ces récits vocationnels espèrent voir rétablir.

Avec l'émergence de leur vocation et leur façon de la vivre et de la penser, ces baptisées apportent aussi des éléments de réinterprétation des ministères ordonnés (chap. 4) – entre autres sur la façon de rassembler et de présider la communauté. Elles apportent également un approfondissement du discernement ministériel, notamment du concept de «réception» (p. 232-241).

Comme l'écrit l'auteure, «à l'aube du XX^e siècle, l'éventualité d'une femme prêtre dans l'Église catholique semblait hors de l'entendement». Aujourd'hui, et malgré les interdits d'autorité, un germe vocationnel mûrit de l'intérieur de l'engagement pastoral de baptisées. Celles-ci prêtent foi à l'Esprit de qui elles croient le recevoir. «Lorsque j'anime une liturgie de la Parole, je me sens présidente de l'assemblée comme prêtre. Et ça, je le porte en moi depuis toujours» (p. 55-56). «Dans mon for intérieur, je me sens pasteur. Prêtre, je le suis [...] sans pourtant la reconnaissance et la liberté que cette reconnaissance pourrait apporter dans un plus-agir» (p. 175).

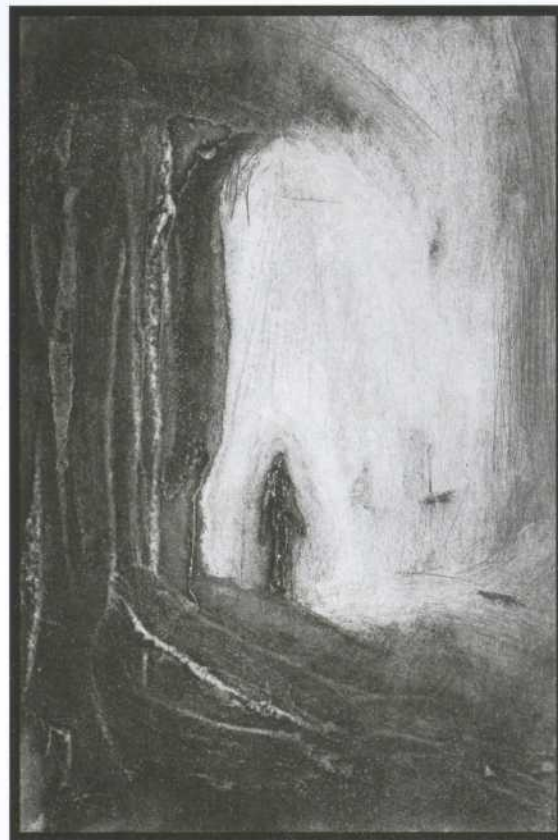
L'Église catholique romaine est «en gestation»: elle a encore à advenir en tant que Corps du Christ et Peuple de Dieu, cohérence de la femme et de l'homme nouveaux à l'image de Dieu en Jésus Christ. Pour être véritablement «sacrement du salut» dans l'histoire, elle doit advenir aussi à une gouvernance ecclésiale et à un ministère de la Parole et de l'eucharistie «à deux voix». Ce livre est une contribution appréciable à l'annonce et à l'avènement d'une telle Église.

ÉLISABETH J. LACELLE

Prochain numéro

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et librairies dès le 29 août. Profitez-en pour le réserver. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la **ruralité**. Au Québec, la majorité de la population vit en milieu urbain alors que 80 % du territoire est rural. Voilà une situation exceptionnelle qui pose de nombreux défis. De plus, la ruralité n'est plus exclusivement synonyme d'agriculture. Diversification des activités, nouveaux modèles de développement et régionalisation sont les mots d'ordre. Surtout, la ruralité aujourd'hui, c'est l'histoire d'une volonté de reconquête, par les ruraux, de leurs ressources, de leur avenir, de leur terre, de leurs outils de développement et de la démocratie. Néo-ruraux, jeunes, immigrants et citoyens engagés participent à l'aventure;
- une controverse sur les devoirs scolaires;
- la première chronique littéraire de José Acquelin, illustrée par l'artiste Michel Depatie;
- les œuvres de notre artiste invité, Richard Séguin.



Richard Séguin, *Lumineuse*, 1998

Recevez par courriel, peu avant sa parution, le sommaire détaillé du numéro en vous inscrivant à la liste d'envoi. Pour ce faire, écrivez votre adresse au lieu indiqué sur la page d'accueil de notre site Internet : www.revuerelations.qc.ca.

*Notre prochain numéro :
Québec après 400 ans.
Spiritualités en mutation*

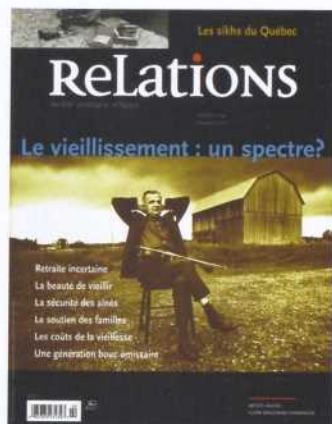
(418) 653-6353
cahiersi@centremanrese.org
www.centremanrese.org

*La spiritualité
en dialogue
avec la culture
contemporaine*

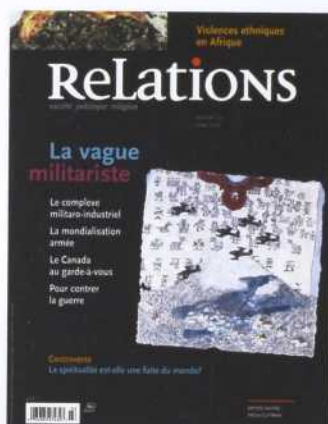
Cahiers
de spiritualité
ignatienne

3 numéros par an

Vous avez manqué un numéro?



714
LE VIEILLISSEMENT :
UN SPECTRE?



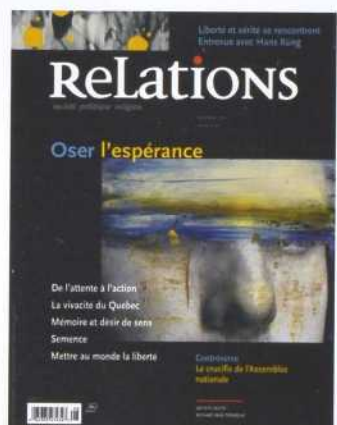
715
LA VAGUE MILITARISTE



716
LA RELIGION
DANS L'ESPACE PUBLIC



717
OÙ VA NOTRE SYSTÈME
DE SANTÉ?



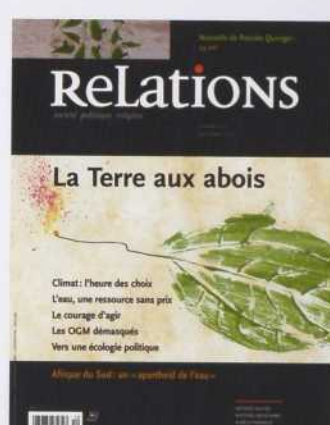
718
OSER L'ESPÉRANCE



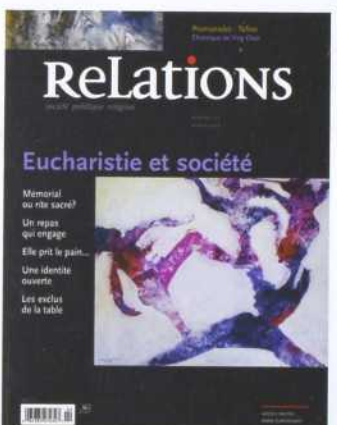
719
LE TEMPS DE L'ENFANCE



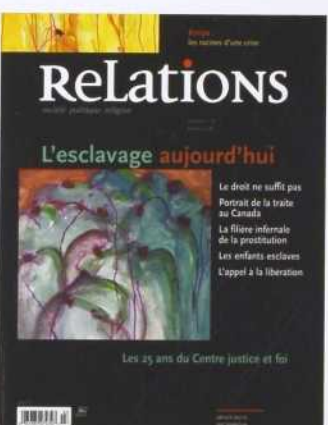
720
NOUVEAUX VISAGES
DE LA MIGRATION



721
LA TERRE AUX ABOIS



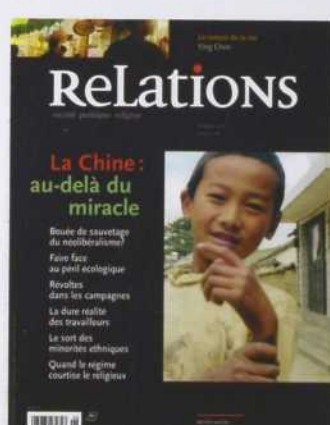
722
EUCHARISTIE ET SOCIÉTÉ



723
L'ESCLAVAGE AUJOURD'HUI



724
LE SYNDICALISME
DANS LA TOURMENTE



725
LA CHINE:
AU-DELÀ DU MIRACLE

CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT AU PRIX DE 3 \$.
514-387-2541 • relations@cjf.qc.ca • www.revuerelations.qc.ca